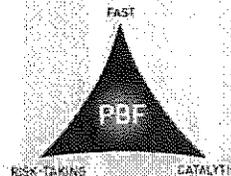


DESCRIPTIF DE PROJET IRF



Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)/Fonds pour la consolidation de la paix (PBF)

<p>Intitulé du projet : Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun</p>	<p>Entité(s) de l'ONU bénéficiaire(s) : PNUD Tchad et UNICEF Tchad</p>
<p>Personne à contacter concernant le projet : Moussokoro Kané</p> <p>Fonction : Conseillère Paix et Développement</p> <p>Téléphone : 00 235 65 89 06 64</p> <p>E-mail : moussokorokane@one.un.org</p>	<p>Partenaire(s) d'exécution – nom et type (gouvernement, OSC, ONG, organisation communautaire) : Ministères : Jeunesse/Education/ Administration territoriale et gouvernance locale/Sécurité publique Université de N'Djamena ONG et OSC internationales et nationales</p> <p>Localisation du projet : région du Hadjer-Lamis</p>
<p>Descriptif du projet : Le projet améliorera la paix et la stabilité dans les zones frontalières ciblées, en luttant contre les facteurs qui favorisent les conflits et l'extrémisme violent.</p>	<p>Coût total du projet : 1 499 605 dollars US Budget approuvé par le Fonds pour la consolidation de la paix : 1 499 605 dollars US Montant pour la 1^{ère} tranche (70%) 488 722,50 (UNICEF) ; 561 001,00 (PNUD) Montant pour la 2^{ème} tranche¹ : 209 452,50 (UNICEF) ; 240 429,00 (PNUD) Contribution du gouvernement : 0 Autre : 0</p> <p>Date de démarrage du projet proposée : 01/12/2017 Date d'achèvement du projet proposée : 30/05/2019 Durée totale (en mois) : 18 mois</p>
<p align="center">« Score » sur l'égalité entre les sexes (Gender Marker)² : 2</p> <p><i>Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.</i> <i>Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.</i> <i>Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative.</i> <i>Note 0 pour les projets qui ne visent pas à contribuer à l'égalité entre les sexes de manière significative.</i></p>	
<p align="center">Résultats du projet :</p> <p>1. Le renforcement des mécanismes frontaliers, inter et intracommunautaires et l'amélioration de la confiance entre les forces de sécurité et les populations contribuent à une détection précoce et à l'atténuation pacifique des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones ciblées, avec une attention particulière portée à la participation des femmes et des jeunes.</p> <p>2. Les jeunes et les populations vulnérables participent de plus en plus aux processus décisionnels et se lancent dans des activités rémunératrices. Les médias et les programmes scolaires diffusent des messages véhiculant un contre-discours.</p>	

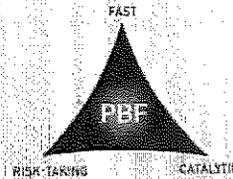
¹ Le budget global approuvé par le fonds de consolidation de la paix et le transfert de la deuxième tranche sont soumis à l'évaluation du bureau d'appui à la consolidation de la paix et au processus de prise de décision, et sous réserve de la disponibilité des fonds dans le compte de PBF

² PBSO suit l'intégration de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes dans tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1888, 1889, 1960 et 2122, et comme l'exige le Secrétaire général dans son Plan d'action en sept points pour une consolidation de la paix prenant en compte l'égalité entre les sexes.

³ Les domaines de résultat du Fonds sont les suivants :

- 1 : Apporter un appui au processus de la mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) :
(1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) État de droit, (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration, (1.4) Dialogue politique ;
- 2: Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2):
(2.1) Réconciliation nationale, (2.2) Gouvernance démocratique, (2.3) Prévention/gestion des conflits ;
- 3 : Revitaliser l'économie et générer des dividendes de paix immédiats (Priorité 3) ;
(3.1) Emploi, (3.2) Accès équitable aux services sociaux
- 4 : (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4)
(4.1) Renforcement de la capacité nationale en services essentiels, (4.2) Extension de l'Autorité de l'État/administration locale, (4.3)
Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris les Secrétariats du Comité conjoint de pilotage/du PBF)

DESRIPTIF DE PROJET IRF



Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO)/Fonds pour la consolidation de la paix (PBF)

<p>Intitulé du projet : Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones frontalières entre le Tchad et le Cameroun</p>	<p>Entité(s) de l'ONU bénéficiaire(s) : PNUD Cameroun, UNICEF Cameroun</p>
<p>Personne à contacter concernant le projet : Allegra Maria Del Pilar Baiocchi</p> <p>Fonction : Coordinatrice Résidente</p> <p>Téléphone : 00 241 222 200 800</p> <p>E-mail : allegra.baiocchi@one.un.org</p>	<p>Partenaire(s) d'exécution – nom et type (gouvernement, OSC, ONG, organisation communautaire) : Ministères : Economie, Planification et Aménagement du Territoire/Jeunesse/Education/ Plateforme Cohésion sociale Université de Maroua ONG et OSC internationales et nationales</p> <p>Localisation du projet : Extrême-Nord du Cameroun</p>
<p>Descriptif du projet : Le projet améliorera la paix et la stabilité dans les zones frontalières ciblées, en luttant contre les facteurs qui sont des sources de conflits et d'extrémisme violent.</p>	<p>Coût total du projet : 1 499 962 dollars US Contribution du Fonds : 1 499 962 dollars US Montant pour la 1^{ère} tranche (70%) 512 915,20 (UNICEF) ; 537 058,20 (PNUD) Montant pour la 2^{ème} tranche⁴ : 219 820,80 (UNICEF) ; 230 167,80 (PNUD) Contribution du gouvernement : 0 Autre : 0</p> <p>Date de démarrage du projet proposée : 01/12/2017 Date d'achèvement du projet proposée : 30/05/2019 Durée totale (en mois) : 18 mois</p>
<p align="center">« Score » sur l'égalité entre les sexes (Gender Marker)⁵ : <u>2</u></p> <p><i>Note 3 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes comme principal objectif.</i> <i>Note 2 pour les projets ayant l'égalité entre les sexes parmi leurs objectifs.</i> <i>Note 1 pour les projets contribuant en partie à l'égalité entre les sexes, mais pas de manière significative.</i> <i>Note 0 pour les projets qui ne visent pas à contribuer à l'égalité entre les sexes de manière significative.</i></p>	
<p align="center">Résultats du projet :</p> <p>1. Le renforcement des mécanismes frontaliers, inter et intracommunautaires et l'amélioration de la confiance entre les forces de sécurité et les populations contribuent à une détection précoce et à l'atténuation pacifique des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones ciblées, avec une attention particulière portée à la participation des femmes et des jeunes.</p> <p>2. Les jeunes et les femmes des populations vulnérables participent de plus en plus aux processus décisionnels et se lancent dans des activités rémunératrices. Les médias et les programmes scolaires diffusent des messages véhiculant un contre-discours.</p>	
<p align="center">Domaine de résultat du Fonds⁶ résumant au mieux l'objectif du projet (en choisir un seul) : Priorité 2 : Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des conflits (2.3 Prévention/gestion des conflits)</p>	

⁴ Le budget global approuvé par le fonds de consolidation de la paix et le transfert de la deuxième tranche sont soumis à l'évaluation du bureau d'appui à la consolidation de la paix et au processus de prise de décision, et sous réserve de la disponibilité des fonds dans le compte de PBF

⁵ PBSO suit l'intégration de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes dans tous les projets du Fonds, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1888, 1889, 1960 et 2122, et comme l'exige le Secrétaire général dans son Plan d'action en sept points pour une consolidation de la paix prenant en compte l'égalité entre les sexes.

⁶ Les domaines de résultat du Fonds sont les suivants :

- 1 : Apporter un appui au processus de la mise en application des traités de paix et de dialogue politique (Priorité 1) : (1.1) Réforme du secteur de la sécurité, (1.2) Etat de droit, (1.3) Désarmement, démobilisation et réintégration, (1.4) Dialogue politique ;
- 2 : Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (Priorité 2).

DESCRIPTIF DE PROJET IRF

(pour les projets financés par l'IRF)

Entité(s) de l'ONU bénéficiaire(s) ⁵	Représentant des autorités nationales (Cameroun)
<p>Allegra Maria Del Pilar Baiocchi Représentante résidente du PNUD, Cameroun</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p> <p>Felicité Tchibindat Représentante de l'UNICEF, Cameroun</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p> <p>Stephen Tull Représentant Résident du PNUD, Tchad</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p> <p>Philippe Barragne-Bigot Représentant de l'UNICEF, Tchad</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p>	<p>Louis Paul Motaze Ministre de l'Économie, de la Planification et l'Aménagement du Territoire</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p> <p>Représentant des autorités nationales (Tchad)</p> <p>Nguéto Tiraïna Yambaye Ministre de l'Économie, et de la Planification du Développement</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet</i> 17 5 NOV 2017</p>

(3.1) Emploi, (3.2) Accès équitable aux services sociaux

4 : (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4)

(4.1) Renforcement de la capacité nationale en services essentiels, (4.2) Extension de l'Autorité de l'État/administration locale,

(4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris les Secrétariats du Comité conjoint de pilotage/du PBF)

5 Veuillez insérer le bloc-signature pour chaque entité bénéficiaire de l'ONU qui reçoit des fonds dans le cadre de cet IRF.

DESCRIPTIF DE PROJET IRF

Produits des Projets (financés par l'IRF)	
<p>Entité(s) de l'ONU bénéficiaire(s)</p> <p>Allegra Maria Del Pilar Baiocchi Représentante résidente du PNUD, Cameroun</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p> <p>Felicité Tchibindat Représentante de l'UNICEF, Cameroun</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p> <p>Stephen Tull Représentant Résident du PNUD, Tchad</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p> <p>Philippe Barragne-Bigot Représentant de l'UNICEF, Tchad</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p> <p><i>Nom de l'Agence</i></p>	<p>Représentant des autorités nationales (Cameroun)</p> <p>Louïs Paul Motaze Ministre de l'Économie, de la Planification, et de l'Aménagement du Territoire</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p> <p>Représentant des autorités nationales (Tchad)</p> <p>Nguéto Tiraina Yambaye Ministre de l'Économie, de la Planification et du Développement</p> <p><i>Signature</i></p> <p><i>Date et cachet</i></p>

(3.1) Emploi, (3.2) Accès équitable aux services sociaux

4 : (Ré)-établissement des services administratifs essentiels (Priorité 4)

(4.1) Renforcement de la capacité nationale en services essentiels, (4.2) Extension de l'Autorité de l'État/administration locale,

(4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris les Secrétariats du Comité conjoint de pilotage/du PBF)

5 Veuillez insérer le bloc-signature pour chaque entité bénéficiaire de l'ONU qui reçoit des fonds dans le cadre de cet IRF.

 <p>AGANISATION DES NATIONS UNIES COORDONNATEUR RESIDENT B.P. 836 YAOUNDE</p>	<p>Allegre Maria Del Pilar Baiocchi Coordonnatrice Residente, Caserme</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>Date et cachet</p>
<p>Stephen Hill Coordonnateur Resident, Tchad</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>Date et cachet</p>	<p>Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) Oscar Fernandez-Taranco Bureau d'appui à la consolidation de la paix, New York</p> <p><i>[Signature]</i></p> <p>Date et cachet</p>

Table des matières

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

- a) Contexte relatif à la consolidation de la paix
- b) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix en cours et gaps à combler
- c) Justification du financement par l'IRF

II. Objectifs du financement par le PBF et mise en œuvre proposée

- a) Résultats du projet, théorie du changement, activités, cibles et enchaînement des actions
- b) Budget
- c) Capacités de l'entité (des entités) bénéficiaire(s) et des partenaires d'exécution

III. Gestion et coordination

- a) Gestion du projet
- b) Gestion des risques
- c) Suivi et évaluation
- d) Dispositions administratives (langage normalisé)

Annexe A : Résumé du projet (à fournir en format Word au Bureau du MPTF)

Annexe B : Cadre de résultats du projet

Bureau d'appui à la consolidation de la paix (PBSO) Oscar Fernandez-Taranco Bureau d'appui à la consolidation de la paix, New York	Allegra Maria Del Pilar Baiocchi Coordonnatrice Résidente, Cameroun <i>Signature</i> <i>Date et cachet</i>
 <i>Signature</i> <i>Date et cachet</i>	Stephen Tull, Coordonnateur Résident, Tchad <i>Signature</i> <i>Date et cachet</i>

COMPOSANTES DU PROJET :

I. Contexte relatif à la consolidation de la paix et justification du financement par le Fonds

a) Contexte relatif à la consolidation de la paix

Dix-sept millions de personnes souffrent de la situation d'urgence dans le bassin du lac Tchad, qui affecte le nord-est du Nigéria, l'Extrême-Nord du Cameroun, l'ouest du Tchad et le sud-est du Niger. L'insurrection de Boko Haram et les opérations militaires qui en résultent ont dévasté toute cette zone : d'après les estimations, plus de 27 000 personnes ont été tuées, plus de 2,4 millions de personnes se sont déplacées à l'intérieur des pays ou traversées les frontières, 7 millions souffrent d'insécurité alimentaire et 2 000 sont portées disparues⁸. Alors que les efforts se concentrent sur les besoins humanitaires dans le bassin du lac Tchad – et que l'intervention militaire se poursuit – un appui est nécessaire afin de prévenir et d'atténuer l'extrémisme violent et les conflits, mais aussi afin de construire un avenir meilleur pour les habitants de cette région.

Dans l'Extrême-Nord du Cameroun, à cause de l'insurrection, le nombre de déplacés internes a été multiplié par deux depuis 2015. On trouve la majorité des 318 929⁹ déplacés internes dans le département du Logone et Chari, où la pauvreté chronique et la violence persistante rendent les populations particulièrement susceptibles aux recrutements des mouvements extrémistes violents. Au Tchad, la crise Boko Haram a entraîné le déplacement de plus de 127 000 personnes dans la région du lac Tchad. Cette situation se traduit par des conditions de vie précaires pour l'ensemble de la population, et elle réduit considérablement la capacité de résilience et de survie des communautés, déjà très faible. Dans ces deux zones, l'insécurité et les déplacements ont accru l'exposition aux risques, notamment aux risques de violence envers les femmes et d'exploitation des jeunes gens et des enfants laissés seuls.

Aujourd'hui, le Nigéria, le Tchad et le Cameroun sont aussi confrontés à des attaques, à des raids, à des attentats-suicides à la bombe, à des enlèvements et à d'autres formes de violence qui sont le fait de groupes implantés sur leur territoire. Le conflit a également entraîné un recul du commerce transfrontier, il continue d'affecter des ressources et des services sociaux déjà insuffisants, et, du fait de la radicalisation d'un grand nombre de jeunes, entre autres, il menace de détruire la cohésion sociale, qui était pourtant profondément enracinée dans la région.

Dans les zones les plus durement touchées par cette crise, les effets conjugués du sous-développement et de la violence fragilisent encore plus les communautés. Les jeunes sont particulièrement réceptifs aux discours des mouvements extrémistes violents qui recrutent au niveau local. Deux autres pratiques des groupes armés – les mariages forcés et les violences faites aux femmes – sont également particulièrement préoccupantes.

Toutes les zones frontalières, telles que la région du Hadjer-Lamis, le sud de la région du lac Tchad et le département du Logone et Chari sont extrêmement vulnérables. En ciblant les populations vivant dans ces zones situées entre le Cameroun et le Tchad, on améliorera la sécurité et le développement, on contribuera à la paix et à la stabilité régionales, et on incitera d'autres acteurs à renforcer les dynamiques transfrontalières.

Une analyse du conflit réalisée par les Nations Unies au Cameroun révèle qu'avant le début des violences, l'Extrême-Nord du pays se caractérisait déjà par une forte densité de population et par un taux de pauvreté élevé. À elle seule, cette région accueillait 35,8 % des ménages pauvres vivant sous le seuil de pauvreté national. Entre 2001 et 2014, la pauvreté a diminué dans une grande partie du pays, mais son incidence et sa profondeur ont continué d'augmenter dans le Nord et dans l'Extrême-Nord. Cette dernière est la région du

⁸ Source : OCHA, *Lake Chad Basin Emergency: Humanitarian needs and requirement overview* (janvier 2017).

⁹ OIM, *Displacement Tracking Matrix* (matrice de suivi des déplacements), juin 2017.

Cameroun qui affiche le taux de pauvreté le plus élevé, le niveau d'études le plus faible, un déficit alimentaire chronique et le taux de malnutrition aiguë le plus élevé.

Le département du Logone et Chari est particulièrement exposé à des conflits communautaires, qui remontent à plusieurs siècles. Le climat d'insécurité lié à Boko Haram depuis 2014 a ravivé des tensions anciennes et des griefs intercommunautaires, comme le montre une étude de 2017 : « On constate que les conflits sont récurrents dans le département du Logone et Chari, et qu'ils s'accroissent depuis 1990. En outre, il semble que la manipulation des élites politiques et les divisions politiques parmi les populations des zones frontalières, ainsi que la disponibilité des armes, restent les principales causes de cette montée de la violence au sein de ces communautés. Les rivalités socioculturelles restent vivaces et imprègnent la plupart des relations sociales. Il y a davantage de solidarité intracommunautaire de part et d'autre de la frontière que d'interactions intercommunautaires entre Arabes, Kotoko, Kanouri et Mousgoum qui se côtoient. Cependant, à l'intérieur d'une même communauté, certaines particularités reposant sur des éléments claniques (arabes) ou des différences dialectales (Kotoko) influent sur les rivalités politiques et socio-économiques ¹⁰ ».

Au Tchad, la région du lac Tchad reste aussi en retard au regard de la plupart des indicateurs du développement humain, et les taux de pauvreté chronique, d'analphabétisme et de chômage des jeunes y sont très élevés. Le déficit d'infrastructures, conjugué au sous-développement, à un faible degré de décentralisation, à des services sociaux insuffisants et à un manque d'accès aux ressources, sont les raisons les plus souvent invoquées pour expliquer comment Boko Haram parvient aux recrutements. Les facteurs climatiques (sécheresse cyclique, inondations et dégradation de l'environnement), ainsi que les déplacements de populations qui sont dus à la fois au conflit et à ces facteurs climatiques, font peser des pressions supplémentaires sur les services de base. La région du Hadjer-Lamis, par exemple, affiche l'un des taux de scolarisation les plus bas du pays (76 % des enfants ne fréquentent pas l'école) ¹¹, et un taux d'analphabétisme de 92 % parmi les 15-24 ans ¹². Environ 60 % des enseignants ne sont pas payés, dont certains depuis près de trois ans, ce qui accroît le taux d'abandon de l'école et fait augmenter le nombre d'élèves par enseignant : on dénombre jusqu'à 108 élèves par enseignant dans la région, et 57 % des écoles ne disposent pas d'un équipement approprié ou n'offrent pas des conditions de sécurité suffisantes. On ne dispose pas non plus de données sur le nombre d'enfants qui suivent un enseignement informel. Il a été rapporté que, dans la région, des enseignants coraniques nomades non enregistrés auprès du Conseil des affaires islamiques du Tchad font la classe aux *mouhadjirines* (des enfants déscolarisés, qui sont souvent exploités, battus et forcés à mendier) et, dans certains cas, ils sont utilisés pour commettre des attentats visant des communautés.

Hadjer-Lamis est une zone-tampon entre la région du lac Tchad, dévastée par Boko Haram et où le risque de radicalisation des populations est élevé, et la capitale, N'Djamena. Les interventions ciblent la région du lac Tchad, car elle est particulièrement exposée aux attentats terroristes et aux opérations militaires menées par l'État pour combattre Boko Haram. Cependant, étant donné la gravité de la situation, il est urgent d'intervenir aussi dans d'autres zones à risque.

L'insurrection de Boko Haram et les activités d'autres acteurs non étatiques violents s'inscrivent dans un environnement où l'État est peu présent et ne dispose pas des capacités nécessaires pour lutter contre l'insécurité et pour maintenir l'ordre public. À mesure que la crise s'aggrave, il est fréquent que des communautés et des chefs locaux décident d'assurer eux-mêmes leur protection en invitant la population à constituer ou à rejoindre des comités d'autodéfense. Parmi les violences perpétrées, des pillages et des violations des droits humains ont été signalés. L'incapacité du système judiciaire à répondre aux attentes de la population a eu deux effets. Premièrement, elle a encouragé la création de certains groupes, tels que des comités d'autodéfense, confirmant le manque de confiance de la population dans la justice. Deuxièmement,

¹⁰ Issa Saibou, PNUD (2017), *Assessment of needs for the consolidation of peace in the Logone and Chari-Far North of Cameroon*.

¹¹ Source : ECOSIT.

¹² INSEED, ECOSIT3, 2011.

elle a dressé encore plus les communautés contre les forces de sécurité étatiques, et ce serait l'une des raisons qui les incitent à rejoindre des mouvements extrémistes violents.

Pour recruter dans ses rangs, Boko Haram recourt notamment à des discours qui instrumentalisent la colère des habitants de la région. En général, les mouvements extrémistes violents prêchent une idéologie de la violence et justifient l'usage de celle-ci au service de cette idéologie. Bien souvent, les mouvements extrémistes violents mettent à profit les divisions sociales au sein du pays dans lequel ils opèrent. Ainsi, au Cameroun, où, d'après les estimations, 4 000 à 4 500 Camerounais ont été recrutés¹³, il se pourrait que des sous-groupes de population marginalisés, tels que les jeunes et certaines catégories socio-économiques ou certaines ethnies soient plus sensibles à l'influence de Boko Haram. Le faible niveau d'instruction, le manque de connaissances en matière religieuse et les difficultés économiques sont d'autres raisons susceptibles de pousser des individus vers l'extrémisme violent, et sont considérés comme les principaux facteurs sur lesquels s'appuie Boko Haram pour recruter. Une étude des perceptions¹⁴, menée avant le présent projet, montre que, les jeunes vivant dans le département du Logone et Chari croient que les facteurs de motivation pour rejoindre un mouvement extrémiste violent sont les croyances/la religion (31 %), le manque de perspectives (30 %), l'influence du clan/de la famille (16 %) ou celle des amis (10 %). Cette étude met aussi en évidence ce qui incite à rester au sein du mouvement Boko Haram : de meilleures conditions de vie (32 %), l'idéologie (21 %), l'argent (20 %) et les promesses de changement (16 %).

Le climat d'insécurité alimentaire et exacerbe les tensions sociales dans cette zone. Au Cameroun, un pays qui a longtemps été un modèle de diversité, de tolérance et de coexistence entre différentes communautés, tous les facteurs cités plus haut risquent de provoquer des clivages ethniques, linguistiques, religieux, régionaux et entre les sexes. L'insécurité change en effet les relations entre les hommes et les femmes, et entre les générations, ce qui pourrait mettre à mal le fragile tissu social du pays. En outre, les besoins des personnes déplacées de force – qui sont pour la plupart accueillies par les communautés locales – exercent des pressions sur les maigres ressources de ces communautés. Et certains groupes ethniques perçus comme des partisans de Boko Haram sont stigmatisés, d'où le risque de tensions intercommunautaires et interpersonnelles¹⁵.

L'érosion des systèmes locaux de gestion des conflits compromet une résolution rapide de ces problèmes. Depuis le début de la crise, les mécanismes de prévention et de gestion des conflits communautaires, ainsi que les institutions de gouvernance au niveau communautaire (institutions traditionnelles, conseils locaux, tribunaux locaux et institutions religieuses, notamment), sont fragilisés. Or, ces institutions jouent un rôle crucial dans la résolution d'autres différends. De plus, les comités d'autodéfense sont considérés comme l'un des acteurs essentiels de la lutte contre les menaces que représente Boko Haram. Leur rôle n'est toutefois pas toujours perçu de la même façon. En tant que mécanisme d'alerte avancée, la contribution des comités d'autodéfense au renseignement à visée préventive, au repérage de personnes suspectes et à l'endigement des attaques et des attentats-suicide perpétrés par Boko Haram est appréciée par la population, ainsi que par les autorités traditionnelles, administratives et chargées de la sécurité. Néanmoins, à cause d'une formation, d'un équipement et de moyens financiers insuffisants, et de l'absence de consensus quant à leur légitimité, les comités d'autodéfense peinent à exercer leur rôle¹⁶. En outre, à mesure que l'insécurité s'accroît, les tensions entre les communautés locales et les communautés nomades qui cherchent refuge sur leurs terres sont de plus en plus vives. Et, dans toute la région, la raréfaction des ressources hydriques génère des conflits portant sur les droits d'accès à l'eau.

¹³ International Crisis Group, novembre 2016.

¹⁴ Issa Saibou (2017), *Assessment of needs for the consolidation of peace in the Logone et Chari-Far North of Cameroon*.

¹⁵ International Crisis Group, novembre 2016, *Cameroun : faire face à Boko Haram*, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/cameroon/cameroon-confronting-boko-haram>.

¹⁶ Issa Saibou (2017), *Assessment of needs for the consolidation of peace in the Logone-and-Chari-Far North of Cameroon*.

La frontière entre le Cameroun et le Tchad (depuis le sud de Kousséri/N'Djamena jusqu'au nord – lac Tchad) est une zone de conflits anciens, par nature transfrontaliers et principalement liés à un accès inéquitable aux ressources, en particulier à la terre (conflits entre agriculteurs et éleveurs). Outre ces conflits agro-pastoraux, parfois très violents, on observe des rivalités historiques entre ethnies. Dans cette région, les communautés transfrontalières se soutiennent les unes contre les autres pendant ces conflits. Ce fut le cas, par exemple, en 1990 au Cameroun, lors d'un affrontement ethnique entre Arabes et Kotoko pendant lequel les Kotoko du Tchad se sont mobilisés pour soutenir les Kotoko du Cameroun, et vice-versa.

Des problèmes de sécurité se posent dans la zone transfrontalière entre le Cameroun et le Tchad, où divers acteurs, tels que des « bandits de grand chemin », se livrent au pillage de marchandises ou à des enlèvements contre rançon. La violence de ces gangs armés revêt de nombreuses formes : vol de bétail ou de récoltes, prises d'otages, kidnapping, viol, amputation de membres, homicides, assassinats, trafic d'armes, incendies de villages.

À la frontière, le commerce illicite, notamment d'armes légères, sévit tout particulièrement dans les villes de Guitté, au Tchad, et de Blangoua, au Cameroun. Cette zone est souvent décrite comme échappant au contrôle de l'État, ou comme un ensemble de « territoires sans gouvernance ». La dimension transfrontalière du commerce d'armes légères et de petit calibre constitue une menace pour la sécurité régionale en Afrique centrale. Les facteurs structurels transfrontaliers, dont la pauvreté et l'impossibilité de participer à la vie publique, encouragent la radicalisation et les soupçons de collaboration entre une partie de la jeunesse et Boko Haram pour la mise à disposition de denrées alimentaires, de carburants et d'armes ; contribuant ainsi aux conflits et à l'extrémisme violent.

Ces dynamiques appellent une approche transfrontalière afin d'en atténuer les effets. Une telle approche est essentielle en raison d'un certain nombre de facteurs : porosité de la frontière, liens ethniques et relations familiales, organisation coutumière et normes culturelles communes, rivalités intercommunautaires et propension à franchir la frontière pour venir en aide aux membres de la communauté en conflit avec d'autres communautés. On suppose donc que, si les capacités des mécanismes traditionnels sont renforcées dans les zones transfrontalières ciblées, afin de prévenir et d'atténuer les conflits, et si l'on donne des moyens aux jeunes, ces mécanismes permettront de régler les conflits de proximité avant qu'ils ne s'enveniment et aient des répercussions. Dès lors, pour les groupes armés, il deviendra plus difficile de trouver des lieux où se réfugier.

Dans les deux pays, l'autonomie des femmes est limitée, et cette situation est favorisée par leur faible niveau d'éducation et d'un accès aux biens très insuffisant. Ces facteurs font obstacle à un accès équitable aux ressources et à la participation des femmes à la prise de décisions. Dans les zones frontalières, les femmes sont bien plus exposées que les hommes à la violence sexuelle, et de plus en plus recrutées par des groupes extrémistes violents. De fait, on trouve au sein de Boko Haram beaucoup de femmes et de filles qui remplissent divers rôles : par exemple, certaines s'occupent des aspects logistiques, d'autres combattent, par choix ou par contrainte. Et dans plusieurs zones, on recourt à des femmes ou à des enfants pour la majorité des attentats-suicides à la bombe. Parmi les quatre pays du bassin du lac Tchad, c'est au Cameroun que ce pourcentage est le plus élevé. Plus généralement, les femmes sont aussi victimes d'exploitation sexuelle et de violences sexuelles, et forcées de se marier, parfois très jeunes. Cependant, il est souvent difficile de rendre compte de ces violences – à cause d'une culture du silence, de normes culturelles profondément enracinées, de la crainte de représailles et du risque de stigmatisation, mais aussi parce qu'en raison de leur manque d'accès à des soins médicaux, à une aide juridictionnelle et à un accompagnement psychosocial, les femmes ne voient pas l'intérêt de les dénoncer.

Malgré tout, il existe des opportunités considérables de remédier aux conflits et aux fragilités en misant sur certaines ressources et en renforçant les facteurs de résilience. En effet, le potentiel économique du Cameroun, sa forte croissance économique, l'abondance de ses ressources naturelles, son économie de plus en plus

diversifiée et sa stabilité relative sont autant de facteurs qui renforcent la résilience de ce pays aux chocs. Les ressources naturelles dont dispose le Cameroun sont également essentielles pour atténuer les fragilités grâce à un développement socio-économique équitable, transparent et fructueux. En outre, la diversité et la tradition de tolérance dans ce pays offrent de grandes possibilités pour la préservation de la paix. La contribution des communautés locales au maintien du tissu social national est l'un des principaux facteurs de résilience qui réduit l'impact des fragilités, des conflits et des violences : pour tenter de résoudre les conflits, les communautés locales recourent à des mécanismes qui font intervenir les chefs traditionnels et les chefs religieux. Le rôle fondamental que jouent les femmes et les jeunes dans la consolidation de la paix est aussi un important facteur de résilience, et il est indispensable pour la prévention et la résolution durable des conflits. Enfin, certaines traditions favorisent la collaboration et la coexistence interconfessionnelles : par exemple, les chrétiens veillent à la sécurité des musulmans les jours de prière à la mosquée, et vice-versa. Tous ces facteurs positifs offrent des opportunités considérables pour remédier aux sources de fragilité et pour préserver la paix.

Les gouvernements camerounais et tchadien reconnaissent qu'il est urgent d'apporter aux communautés les ressources et l'aide dont elles ont besoin pour accroître leur résilience face aux conflits et à l'extrémisme violent. Avec l'appui des Nations Unies, de la Banque mondiale et de l'Union européenne, le Gouvernement du Cameroun a lancé une Évaluation du redressement et de la consolidation de la paix (*Recovery and Peacebuilding Assessment*, RPBA) pour identifier les sources des conflits, des violences et des fragilités – y compris de l'extrémisme violent – et pour élaborer une stratégie nationale afin de répondre aux besoins. Le projet du PBSO décrit ici vise à faire avancer concrètement la mise en œuvre et les activités de sensibilisation post-RPBA. Au Tchad, les agences des Nations Unies et leurs partenaires ont adopté une approche conjointe, intitulée une nouvelle manière de travailler « *New Way of Working* », qui met en relation l'action humanitaire avec les questions de développement et de sécurité dans l'optique de promouvoir la stabilité et un développement local qui répondent aux besoins et qui renforcent la résilience des communautés affectées. Dans les deux pays, les opérations d'assistance ciblent les populations locales, les populations déplacées, les populations de retour et les populations réfugiées. Enfin, depuis peu, le Gouvernement du Tchad remplit les conditions d'accès aux fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix, et notamment pour le financement de cette initiative transfrontalière.

Statut des femmes :

Les ménages et les communautés qui vivent autour du bassin du lac Tchad où l'UNICEF et le PNUD sont présents sont dirigés par des hommes. De manière générale, on constate que les femmes jouent un rôle important au sein du ménage, mais que leur participation à la vie de la communauté et au processus décisionnel local reste limitée. En fait, dans la plupart des cas, elles ne sont pas officiellement consultées et ne prennent pas part à la prise de décisions. Ce sont les anciens du village qui décident pour tout le monde, y compris pour les femmes et les filles. Pour qu'un changement soit possible, il est donc essentiel de faire évoluer l'attitude des hommes, et le présent projet entend spécifiquement permettre aux femmes – et aux jeunes – de participer de façon systématique au dialogue public. Le dialogue intergénérationnel prendra en compte les normes sociales axées sur la masculinité, afin de promouvoir l'égalité entre les sexes auprès des chefs religieux et des jeunes qui, sinon, contribueront à perpétuer le *statu quo*, y compris en ce qui concerne l'extrémisme violent. En outre, il sera fait appel à la société civile, très dynamique, afin d'apporter aux femmes l'accompagnement et la légitimation qu'elles peuvent juger nécessaires pour faire entendre leur voix et pour participer activement à la vie publique. La création d'opportunités appropriées pour la formation professionnelle et l'accès à des activités procurant des moyens de subsistance permettront aussi aux filles et aux jeunes femmes de gagner en autonomie et en confiance, et d'affirmer leur présence au sein des communautés locales. La participation des femmes sera également encouragée dans les stations de radio communautaires, dans le sport, dans les clubs pour la paix et dans toutes les autres composantes du projet. Même si la répartition traditionnelle des rôles entre hommes et femmes reste profondément enracinée, le projet permettra des avancées majeures vers un changement positif du statut des femmes.

b) État des lieux des activités relatives à la consolidation de la paix en cours et gaps à combler

Au terme d'une mission exploratoire conjointe, menée en novembre 2016 et à laquelle ont participé des représentants du PBSO, du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et des bureaux des Nations Unies au Tchad et au Cameroun, les Équipes Pays ont dressé un état des lieux des activités en cours et prévues pour la consolidation de la paix, la prévention de l'extrémisme violent, la sécurité humaine, la cohésion sociale et la résilience. Dans le même temps, à la suite de la récente visite du Conseil de sécurité des Nations Unies et de sa Résolution 2349 (2017) relative au bassin du lac Tchad, une évaluation des capacités des Équipes Pays a été lancée, sur décision du Conseil exécutif (Décision n° 2017/29), en vue d'harmoniser les actions collectives des Nations Unies et d'identifier les déficits de financement et les lacunes des programmes, dans le cadre de la Stratégie des Nations Unies en réponse à la crise Boko Haram.

La plupart des intervenants (gouvernement, organisations internationales, dont le système des Nations Unies, ONG, OSC, donateurs bilatéraux) s'attachent en priorité à remédier aux conséquences humanitaires de la crise Boko Haram, mais rares sont ceux qui cherchent à prévenir et à atténuer les conflits et l'extrémisme violent. Les organisations présentes au Cameroun et au Tchad, y compris les agences des Nations Unies, s'intéressent depuis peu aux problèmes de cohésion sociale, même si cela fait généralement partie du cadre d'intervention précoce des Équipes Pays chargées de l'action humanitaire, et tout particulièrement de l'aide aux personnes déplacées de force, étant donné la nécessité de réduire les tensions entre populations déplacées et communautés locales. En 2016, des enquêtes ont été menées au Tchad et au Cameroun afin de déterminer comment l'extrémisme violent y était perçu, et l'UNICEF, le PNUD et le FNUAP ont commencé à mettre en place des activités de prévention, y compris des formations à l'intention des enseignants et des élèves des écoles coraniques. Des plateformes de dialogue ont également été constituées, et un tableau de bord des risques de crise, qui sert de prototype pour un système d'alerte précoce, a été élaboré au Cameroun. Des activités directement destinées à s'attaquer aux causes de l'extrémisme violent, telles que le taux de chômage élevé, surtout parmi les jeunes, sont actuellement mises en œuvre, et d'autres initiatives sont prévues, par exemple pour appuyer un programme « argent contre travail », la formation professionnelle, la création d'entreprise et la remise en état des centres pour les jeunes.

Il n'y a pas encore d'activités transfrontalières de consolidation de la paix qui prennent spécifiquement en compte les dynamiques des conflits. Des deux côtés de la frontière, les communautés ont la même langue et la même culture et, dans certains cas, les mêmes moyens de subsistance. Elles sont aussi confrontées aux mêmes problèmes : la vulnérabilité et l'exclusion sociale des jeunes à cause de la crise Boko Haram. Mais il existe des spécificités propres au contexte. Le présent projet a pour objectifs (i) d'exploiter davantage les synergies entre les agences des Nations Unies qui mènent actuellement les activités de prévention de l'extrémisme violent, (ii) d'élargir ces activités pour constituer un partenariat transfrontière et accroître l'impact, et (iii) de renforcer la présence des Nations Unies dans les zones du bassin du lac Tchad les plus touchées et les plus vulnérables. Bien que difficiles à atteindre (mais plus facilement accessibles depuis le Tchad), ces zones jouent en effet un rôle crucial dans la stabilisation et le relèvement. Les activités de consolidation de la paix et de prévention de l'extrémisme violent complètent stratégiquement les interventions en cours dans les deux pays, et elles maintiendront les liens nécessaires entre l'action humanitaire, d'une part, et les opérations des forces de défense et de sécurité, d'autre part, y compris celles de la Force Multinationale Mixte (FMM).

Tableau 1 – État des lieux provisoire des activités relatives à la consolidation de la paix et déficits à combler

Résultats	Source de financement (gouvernement/partenaire de développement)	Projets majeurs/activités principales	Durée des projets/activités	Budget en dollars US	Description des déficits majeurs à combler, liés au programme ou au financement
Renforcement des mécanismes transfrontaliers, inter- et intracommunautaires destinés à prévenir et à atténuer les conflits et l'extrémisme violent	Guichet de financement du PNUD (PNUD Cameroun)	Plateforme d'appui à la cohésion sociale, enquête sur la perception des violences extrêmes, système d'alerte précoce et résolution des tensions/conflits portant sur les ressources naturelles	12 mois : de décembre 2016 à décembre 2017	0,5 million	Le projet ne couvre pas les zones frontalières Il n'est pas prévu d'intervenir pour améliorer la sécurité et les activités transfrontalières.
	Gouvernement du Japon, <i>via</i> le projet régional pour le Sahel, et PNUD (PNUD Tchad)	Stratégie inclusive de gestion de la frontière, incluant des mécanismes de participation pour améliorer la sécurité, et mise en place ou renforcement du système d'alerte précoce des communautés vivant dans les zones frontalières, afin de lutter contre l'extrémisme violent	Sahel 3 a pris fin en mars 2017 Sahel 4 prend fin en décembre 2017	469 530 565 920	Appui insuffisant pour remédier aux problèmes de développement et de sécurité à la frontière, par exemple <i>via</i> le renforcement du système d'alerte précoce des communautés locales.
L'amélioration de l'accès à des opportunités socio-économiques réduit le risque de recrutement ou d'exploitation des jeunes par des groupes armés	Gouvernement du Japon (PNUD Cameroun)	Soutenir la mise en place d'un programme « argent contre travail », la formation professionnelle et la création d'entreprise, la remise en état des centres pour les jeunes et les activités de cohésion sociale et de consolidation de la paix	12 mois : de mars 2017 à mars 2018	1 million	Le projet ne couvre pas les zones frontalières Il n'est pas prévu d'intervenir pour améliorer la participation des jeunes à la gouvernance locale

	Guichet de financement du PNUD (PNUD Cameroun)	Aider à remettre en état les installations sportives et soutenir la formation dans les écoles coraniques	12 mois : de décembre 2016 à décembre 2017	0,5 million	Le projet ne couvre pas les zones frontalières Il n'est pas prévu d'intervention pour améliorer la participation des jeunes à la gouvernance locale
	Gouvernement du Japon (UNICEF Cameroun)	Soutenir l'évaluation et le suivi des actions et des radios communautaires Apporter un appui au réseau des radios communautaires pour la production et la diffusion d'au moins 10 programmes participatifs sur l'EFP et le maintien de la paix Partenariat avec 02 médias régionaux et 42 radios communautaires au niveau local	12 mois : de mars 2016 à mars 2017	195 000	Le projet ne couvre pas les zones frontalières
	Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine (UNICEF Cameroun)	Aider à produire des données sur les problèmes de sécurité dans 100 villages faisant partie des zones d'intervention, et à élaborer des outils de gestion et de suivi. Renforcer la résilience des communautés afin d'encourager les parents et les membres de la communauté à adopter les meilleures pratiques permettant la survie des enfants, et développer et promouvoir la protection sociale.	24 mois : de mai 2017 à mai 2019	387 000	Le projet ne couvrira que 100 villages

	Gouvernement du Japon et guichet de financement du PNUD (PNUD Tchad)	Aider les communautés, en particulier les jeunes et les femmes, à réduire leur vulnérabilité socio-économique et à lutter contre l'extrémisme violent et la radicalisation.	18 mois : de juin 2016 à décembre 2017	1,4 million	Le projet porte uniquement sur la région du lac Tchad Il faut accroître les incitations et les opportunités économiques pour les jeunes filles et les jeunes garçons
	Gouvernement du Japon, <i>via</i> le projet régional pour le Sahel, et PNUD (PNUD Tchad)	Moyens de subsistance et opportunités d'emploi pour les jeunes filles et les jeunes garçons	Sahel 3 a pris fin en mars 2017 Sahel 4 prend fin en décembre 2017	469 530 565 920	Le projet ne couvre que la zone frontière entre le Nigéria et le Tchad
	Gouvernement du Japon (UNICEF Tchad)	Environnement protecteur créé et/ou renforcé pour les enfants et les communautés touchés par la crise	16 mois : de février 2016 à juin 2017	769 000	Le projet porte uniquement sur la région du lac Tchad
	Commission européenne/ECHO (UNICEF Tchad)	Renforcement des mécanismes communautaires de protection des enfants	18 mois : de juillet 2016 à décembre 2017	430 000	
AUTRES ACTEURS					
	Projet « Moderate Voices » de l'USAID (Tchad)	Renforcement des discours positifs au niveau local Amélioration de l'accès à l'information Intensification du dialogue et des échanges sur des thématiques liées à la prévention de l'extrémisme violent, à la bonne gouvernance et à la paix	5 ans : de septembre 2016 à septembre 2021	24,9 millions	

		Apprentissage et adaptation en continu				
	USAID/OTI (Tchad)	Remédier aux vulnérabilités spécifiques liées à l'extrémisme violent, au moyen d'interventions sur mesure, afin de sensibiliser les populations à risque et d'accroître la confiance dans et entre les communautés	À venir	Jusqu'à 32 millions		
	USAID/OTI (Cameroun)	Remédier aux vulnérabilités spécifiques liées à l'extrémisme violent, au moyen d'interventions sur mesure, ciblant les femmes et les jeunes, et accroître la confiance dans et entre les communautés	À venir	À confirmer		
	Dans le cadre de l'Instrument de stabilité de l'UE (Tchad)	Appui régional ciblé pour l'analyse, l'élaboration de programmes et la mise en œuvre de la lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent dans la région du Sahel-Maghreb, y compris au Tchad				

c) Justification du financement par l'IRF :

La justification de ce projet repose sur les constats de la mission conduite par le PBSO et sur ceux des études du contexte transfrontalier, dont les deux plus récentes menées dans les zones situées à la frontière entre le Cameroun et le Tchad. Cette analyse indique que Boko Haram constitue la plus grande menace pour la sécurité des populations dans la sous-région, et souligne la nécessité de renforcer les mécanismes traditionnels de résolution des conflits, de prévenir et combattre l'extrémisme violent, mais aussi de soutenir les initiatives communautaires en faveur de la consolidation de la paix qui s'appuient sur le renforcement des femmes et les jeunes

La même analyse montre qu'en raison de la proximité de cette zone avec celles où opère Boko Haram et du net recul des activités économiques transfrontalières légales, les populations vivant dans les zones ciblées sont exposées à la radicalisation et à l'extrémisme violent. Du fait de leur marginalisation, les jeunes et les femmes sont particulièrement vulnérables face aux mouvements prônant un extrémisme violent, et il est urgent de mettre en place, au niveau communautaire, des mécanismes et des approches visant à contrecarrer ces activités de recrutement. Boko Haram n'a souvent pas de difficultés à recruter des jeunes qui n'ont aucune opportunité économique ni aucune possibilité de participer à la vie de leur communauté¹⁷.

Il est par conséquent crucial de doter les dirigeants communautaires, les chefs religieux et les leaders non gouvernementaux d'outils et d'un accès aux mécanismes de prévention de la radicalisation, notamment pour repérer tôt les signes avant-coureurs, élaborer des récits/des messages véhiculant un contre-discours et dialoguer avec les jeunes. La contre-radicalisation devrait également chercher à bloquer les trajectoires d'autoradicalisation des jeunes et à corriger les paramètres sociétaux et intracommunautaires susceptibles de mener à des actes délictueux¹⁸.

En outre, les communautés ont partagé leur souhait d'apprendre les méthodes et approches pouvant accroître l'efficacité des mécanismes traditionnels, afin d'être mieux à même de relever les nouveaux défis liés à l'insurrection de Boko Haram. Cela suppose d'adapter les enseignements tirés d'autres situations de sorte à pouvoir répondre aux complexités actuelles de cette région transfrontalière. Le renforcement des mécanismes de paix communautaires qui s'appuient sur les femmes et les jeunes peut servir à démultiplier les efforts déployés par les populations locales pour prévenir et combattre l'extrémisme violent.

Le projet proposé vise à changer la donne en consolidant la paix dans un contexte mûr pour cette intervention. En effet, les deux zones géographiques frontalières (l'Extrême-Nord du Cameroun et le Hadjer-Lamis au Tchad) sont non seulement des terres fertiles pour le recrutement, mais ont également été récemment le théâtre de défections. Alors que la situation se stabilise, et afin d'éviter de nouveaux conflits et de nouvelles violences, le projet soutiendra et renforcera les mécanismes permettant aux populations de s'adapter rapidement à certains changements soudains, provoqués par exemple par le retour d'ex-

¹⁷ International Crisis Group, novembre 2016.

¹⁸ Issa Saibou (2017), PNUD, *Évaluation des mécanismes de conflits dans le Hadjer-Lamis*.

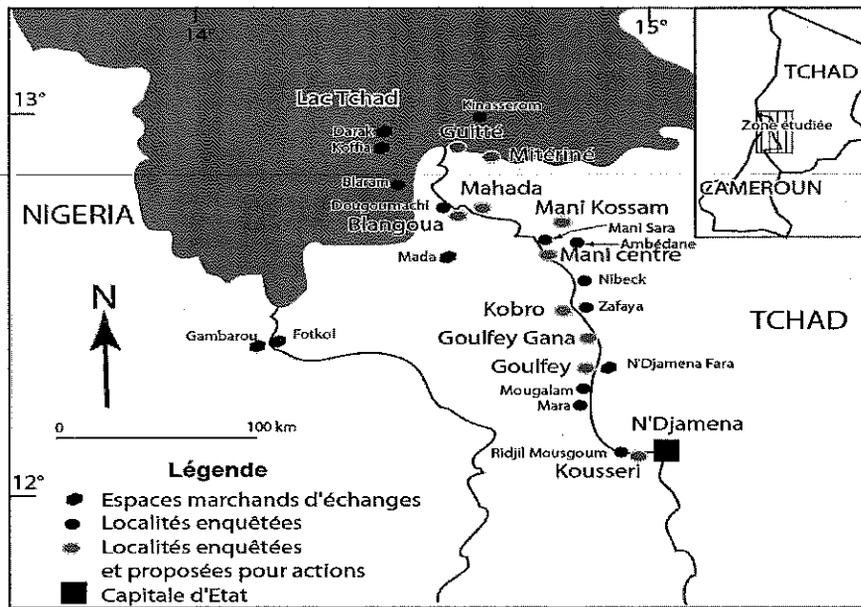
combattants.

Une analyse supplémentaire sera réalisée au cours de la mise en œuvre du projet, afin de comprendre les dimensions genrées de l'extrémisme violent, pour une action plus efficace, ainsi que d'accroître la participation des femmes aux décisions sur les programmes, en les incluant dans les mécanismes de consolidation de la paix et dans les systèmes d'alerte précoce.

Ce projet complètera les projets humanitaires et de développement en cours au niveau national, en contribuant à réduire la vulnérabilité et à renforcer la résilience, l'une des grandes priorités des dirigeants de la région, de l'Union africaine, de l'Union européenne, de la Banque mondiale et des Nations Unies, y compris du Conseil de sécurité. Ce projet s'inscrit en droite ligne des Plans cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF) et des Plans de Réponse humanitaire (HRP) et s'appuie sur de solides capacités opérationnelles. Au Tchad, plus de 100 membres du personnel de l'ONU sont en poste dans la région du lac Tchad, et au Cameroun, l'Équipe Pays des Nations Unies (UNCT) est en train d'ouvrir un sous-bureau à Kousséri, ville jumelle de N'Djamena, afin de renforcer la base opérationnelle dans l'Extrême-Nord. Parmi les autres effets catalyseurs, on note la présence de conseillers pour les questions de paix et de développement (PDA) dans les deux pays et l'appui substantiel apporté par le Département des affaires politiques (DPA), en particulier par ses missions spéciales, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique centrale (UNOCA) et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), qui, outre leur capacité à maximiser l'impact transfrontalier et régional du projet, peuvent mobiliser avec les PDA un soutien politique et mettre à profit les dividendes y afférents. Enfin, au Cameroun, l'Évaluation du redressement et de la consolidation de la paix (RPBA) devrait permettre à la région de bénéficier de financements croissants, ce qui produira un effet multiplicateur sur l'investissement du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF).

Sélection des localités ciblées :

Ce projet ciblera huit localités. Sur la base des constats des études menées au Tchad et au Cameroun pour aider à l'élaboration de ce projet, les localités suivantes ont été jugées les plus pertinentes pour déployer un projet de prévention de l'extrémisme violent et des conflits : Dougoumachi, Blangoua, Goulfey et Kobro, au Cameroun, et Guitté, Miteriné, Mahada et Mani Kossam, au Tchad.



Elles ont été choisies sur la base des facteurs géographiques, humains, stratégiques et économiques suivants :

- **Facteurs géographiques** : ces zones sont situées sur la rive sud du lac Tchad à peu près à la latitude des deux rives du fleuve Chari de manière à faciliter la collaboration/les programmes au niveau transfrontalier ;
- **Facteurs humains** : ces communautés comptent plusieurs ethnies (arabes, Kotoko, Kanouri, Massa) qui présentent des traits communs : organisation coutumière, rivalités intercommunautaires, conflits pour l'accès aux ressources naturelles, propension à franchir la frontière pour venir en aide aux membres de la communauté en conflit avec d'autres communautés ;
- **Facteurs stratégiques** : ces localités constitueraient un couloir pour le trafic d'armes, de munitions et de produits essentiels (stocks alimentaires/poisson) destinés à Boko Haram, solidement implanté à Gambaru (à l'ouest de Blangoua) et sur la rive est du lac. Les zones comprises entre ces deux extrémités sont par conséquent exposées à un risque d'attentat et de recrutement, ainsi qu'aux conséquences économiques et sociales directes de la présence de Boko Haram dans la région du lac Tchad ;
- **Facteurs économiques** : il existe depuis longtemps des interactions entre les deux rives du fleuve Chari : commerce du poisson, contrebande de biens manufacturés, transhumance du bétail, etc. entre le Nigéria, le Cameroun et le Tchad, qui forment une zone économique relativement intégrée, où les localités sont situées à faible distance les unes des autres (une dizaine de kilomètres).

Il est prévu de recourir à ces critères pour mener des activités axées sur les communautés, de part et d'autre de la frontière, qui sont par nature exposées à un risque élevé, mais qui peuvent également constituer des acteurs de premier plan pour la prévention de l'extrémisme violent au niveau transfrontalier.

II. Objectif du soutien du Fonds et mise en œuvre proposée

a) Résultats du projet, théorie du changement, activités, cibles et enchaînement :

Résultats du projet

1. Le renforcement des mécanismes communautaires dans les zones ciblées contribue à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent et à la cohésion sociale.
2. L'amélioration des capacités et des opportunités pour les populations vulnérables, en particulier pour les jeunes et les femmes, contribue à la paix et à la stabilité.

Théorie du changement :

Ce projet se fonde sur la théorie du changement, qui présume que les causes des conflits et de l'extrémisme violent aux frontières du Cameroun et du Tchad sont les suivantes :

- un faible niveau de développement, d'où la perception d'une exclusion politique et économique, en particulier par les jeunes ;
- un manque de confiance persistant entre l'État et les citoyens, notamment en raison d'une faible collaboration entre les institutions de maintien de l'ordre et les communautés, et de l'insuffisance des services publics/de l'information de la population ;
- la discrimination et l'exclusion des femmes ;
- la faiblesse des mécanismes de prévention/d'atténuation des conflits.

L'analyse de ces dynamiques montre la nécessité d'élaborer une réponse programmatique qui renforce la résilience socio-économique et communautaire aux conflits et à l'extrémisme violent, en ciblant tout particulièrement les jeunes et les femmes.

Le projet repose sur une hypothèse centrale, l'importance d'une action transfrontalière. Les éléments essentiels qui soutiennent cette approche sont les suivants :

- les liens ethniques, culturels, familiaux, sociaux et religieux essentiels entre les communautés des deux côtés de la frontière ;
- la porosité de la zone transfrontalière, qui facilite les flux d'informations, d'idées, de populations et de marchandises;
- les menaces et défis communs.

Cela signifie, par exemple, que si l'extrémisme n'est combattu que d'un côté de la frontière et de façon déconnectée par rapport aux efforts de l'autre côté de la frontière, il existe un risque de propagation/contagion.

S'agissant des problèmes énoncés plus haut auxquels il faut remédier, la théorie du changement suppose que :

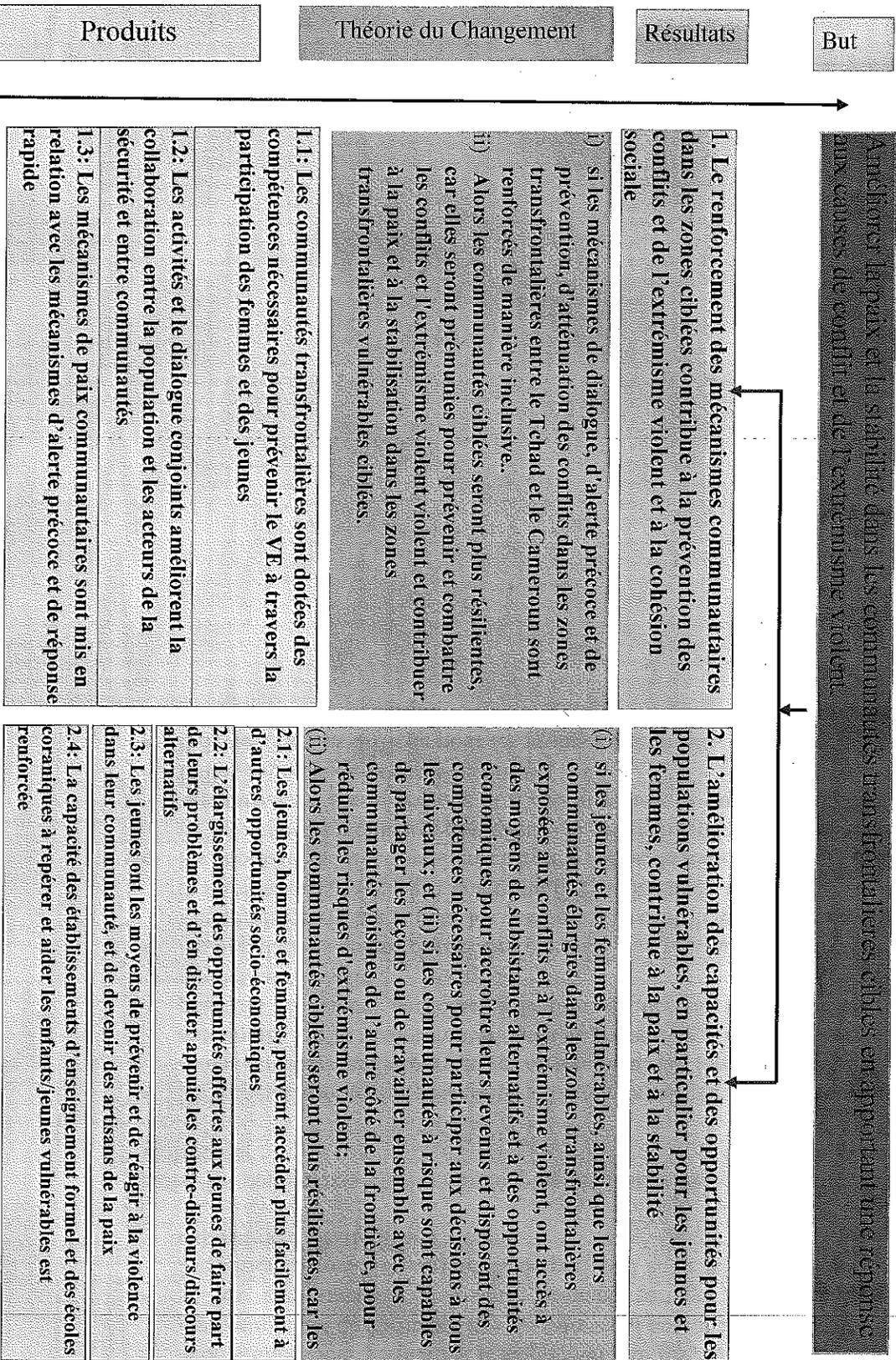
- si l'on renforce les mécanismes d'alerte précoce et de prévention/d'atténuation des conflits dans les zones transfrontalières entre le Tchad et le Cameroun de manière inclusive et participative, et

- si, dans la zone transfrontalière les jeunes et les femmes, et, plus largement, les communautés dont ils sont membres, qui sont exposés à un risque de conflit et d'extrémisme violent ont accès à d'autres moyens de subsistance et opportunités économiques leur permettant d'augmenter leur revenu, et disposent des compétences leur permettant de participer aux décisions qui les concernent, à tous les niveaux ; et
- si les communautés à risque peuvent partager les enseignements tirés de l'expérience/travailler ensemble, de part et d'autre de la frontière, pour réduire leur exposition à l'extrémisme violent,

alors, les populations ciblées seront plus résilientes face aux conflits et à l'extrémisme violent, car :

- les jeunes seront moins susceptibles d'être recrutés par des mouvements extrémistes et moins sensibles au discours de ces mouvements dès lors qu'ils seront économiquement autonomes, qu'ils disposeront d'outils de prévention et de gestion des conflits, et qu'ils pourront réellement participer à la prise de décisions ainsi qu'aux mécanismes de gouvernance locale ;
- les populations seront dotées des compétences requises pour prévenir les conflits et l'extrémisme violent et pour les combattre, et contribueront efficacement à la paix et à la stabilité dans les zones transfrontalières vulnérables ciblées ;
- les populations transfrontalières seront à même de renforcer la paix et la stabilité grâce à l'échange des meilleures pratiques et des enseignements tirés de la mise en œuvre des mécanismes d'alerte précoce et d'action rapide, et pourront remédier ensemble aux failles et carences de ces mécanismes ; et
- il deviendra plus difficile pour les groupes extrémistes de trouver des refuges sûrs des deux côtés de la frontière.

Théorie du Changement :



Les résultats seront étayés par un appui à la production et à la diffusion de messages véhiculant un contre-discours, dans l'objectif de réduire l'attrait que peuvent présenter les groupes extrémistes violents et, plus généralement, la résolution des conflits par la violence. Enfin, ce projet devrait créer un environnement plus propice à la paix et à la stabilité dans les zones transfrontalières ciblées du Tchad et du Cameroun. Pour faciliter ce changement, le projet comportera également une importante dimension stratégique, grâce au leadership des Ministres en charge de la planification, des Coordonnateurs Résidents et des autres membres du Comité de pilotage du projet. Il s'agit de contribuer à aider les communautés tchadienne et camerounaise à acquérir la connaissance et l'expérience d'approches nouvelles pour faire face aux menaces auxquelles ils sont confrontés.

L'approche :

Ce projet s'appuiera sur une double stratégie afin de permettre, d'une part, aux artisans de la paix de stabiliser les communautés grâce à l'autonomisation socio-économique des catégories de population vulnérables, telles que les jeunes et les femmes, et, d'autre part, de renforcer les capacités des mécanismes d'atténuation/de résolution des conflits de sorte à apaiser les tensions et les conflits au sein de leurs communautés.

Le projet s'attachera principalement à renforcer les capacités des mécanismes communautaires afin de prévenir et d'atténuer l'extrémisme violent et de donner aux jeunes les moyens de devenir des acteurs du rétablissement et de la cohésion sociale dans les communautés, mais aussi de renforcer les liens entre les communautés tchadiennes et camerounaises qui vivent dans la zone frontalière, au niveau local, et les institutions, au niveau national. Il s'agit d'intensifier leur collaboration et d'améliorer leurs analyses et le partage d'informations entre les communautés, ainsi que de tirer parti et d'apprendre de ce projet innovant.

Au niveau communautaire, ce projet apportera un appui technique à la médiation/au dialogue local, afin de renforcer la confiance mutuelle, et par les institutions religieuses, telles que le Conseil supérieur des affaires islamiques, les associations islamiques, les écoles coraniques et les associations/plateformes interconfessionnelles, et les organisations de défense des femmes et des jeunes. Ce renforcement des capacités passera par une combinaison de formations, de visites d'échanges et d'un processus de suivi/évaluation continu des compétences et de la mise en pratique directe des compétences acquises.

Concernant les écoles coraniques, le projet s'emploiera à améliorer les approches conjointes et harmonisées visant à contribuer à l'amélioration des programmes d'enseignement dans ces écoles, conformément à la politique nationale en matière d'éducation.

De part et d'autre de la frontière, le projet appuiera le recours conjoint aux médias pour la diffusion de messages et d'initiatives de dialogue afin de faire émerger un discours alternatif/contre-discours par le biais de la participation et de la mobilisation des jeunes et des femmes.

En outre, le projet reposera également sur les relations existantes avec les autorités locales, les chefs traditionnels, les structures de sécurité, les structures locales chargées du maintien de la paix, et les associations de femmes et de jeunes qui seront invités à participer activement en qualité de partenaires. Le PNUD et l'UNICEF s'appuieront sur les partenariats stratégiques existants avec les organisations de la société civile s'occupant des jeunes et des femmes, le cas échéant, afin d'identifier et de mettre en œuvre des activités qui généreront des revenus, amélioreront les compétences de base et créeront des emplois de manière à favoriser l'autonomisation et la participation des jeunes et des communautés pour parvenir à un niveau d'appropriation élevé au niveau local. Le projet mettra l'accent sur la sensibilité aux conflits/l'approche « Do No Harm » (Ne pas nuire), sur la prise en compte des questions de genre, sur l'inclusion, sur les droits humains et sur les valeurs des Nations Unies, y compris la cohabitation pacifique. Les jeunes vulnérables et les activités génératrices de revenus seront choisis par l'intermédiaire d'une évaluation participative des initiatives et des comités de gestion communautaires (le cas échéant) existants.

Le projet veillera aussi à ce qu'il soit fait un usage optimal des ressources financières et humaines disponibles. Il cherchera à renforcer les capacités existantes au niveau national dans les deux pays, tant au sein du PNUD que de l'UNICEF, mais aussi par l'intermédiaire des travaux menés avec les partenaires actuels. Les agences récipiendaires s'engagent également à mettre en place un mécanisme de coordination avec les autres partenaires techniques et financiers dans les zones ciblées pour renforcer la synergie et éviter les duplications.

Le PNUD et l'UNICEF sont des acteurs clés du relèvement précoce et du développement durable. Ces deux agences ont déjà travaillé dans des zones et avec des populations affectées par la crise liée à Boko Haram. Le PNUD a une expérience passée et actuelle de la mise en œuvre de projets liés au redressement socio-économique, au dialogue, à la consolidation de la paix, à la prévention de l'extrémisme violent et des conflits, à la collaboration étroite avec différents groupes et communautés ethniques et religieux, en particulier les jeunes et les femmes. L'UNICEF est déjà présent dans les régions frontalières du Tchad et du Cameroun et a su démontrer son expertise dans le domaine de la stabilisation communautaire, en particulier par le biais de la communication au service du changement et par l'éducation.

Ces deux entités ont l'habitude de mener des projets conjoints avec d'autres agences des Nations Unies (par exemple, la FAO, l'UNESCO et le FNUAP), des partenaires (par exemple, les ministères concernés, une agence bilatérale et la société civile), y compris le projet conjoint financé par le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine. En outre, le bureau des Nations Unies au Cameroun envisage d'ouvrir un sous-bureau à Kousséri. Cette proximité avec les sites d'intervention facilitera la mise en œuvre et la coordination des activités avec le Tchad. Enfin, le PNUD est en train de concevoir une stratégie nationale destinée à prévenir l'extrémisme violent et la radicalisation dans les deux pays.

Ce projet est envisagé comme une intervention pilote, destinée à être étendue à d'autres communautés au Cameroun et au Tchad, et *in fine* à d'autres parties du bassin du lac Tchad, actuellement sous l'emprise de Boko Haram..

Ce projet couvre deux Domaines prioritaires du Fonds de consolidation de la paix des Nations Unies. Il s'agit du Domaine prioritaire 2 : promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des conflits (2.3 prévention/gestion des conflits) et du Domaine prioritaire 3 : redynamiser l'économie et générer les dividendes immédiats de la paix (3.1 emploi).

Pour y parvenir, le projet s'appuiera sur deux principaux résultats :

Résultat 1 : L'amélioration des mécanismes communautaires dans les zones ciblées contribue à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent, ainsi qu'à la cohésion sociale.

Ce résultat est basé sur les constats d'une étude menée par le même consultant en avril et juin 2017 pour recueillir l'avis des communautés à propos de leurs propres capacités et des moyens dont elles disposent pour prévenir et gérer les conflits. Cette étude a examiné plusieurs mécanismes locaux et d'organisations axées sur les jeunes pour la prévention et la résolution des conflits¹⁹. Elle a noté que la plupart de ces mécanismes avaient une capacité limitée à prévenir et à atténuer les tensions et conflits communautaires. En outre, la prévention de l'extrémisme violent ne fait pas partie du champ d'action actuel de ces mécanismes.

Ce projet offre une opportunité unique aux agences des Nations Unies de renforcer les capacités des communautés dans la prévention/l'atténuation des conflits par la formation au niveau local et communautaire. Le projet fera participer les organisations de la société civile et les dirigeants locaux à la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation.

Le projet vise à renforcer les capacités des mécanismes formels et informels de consolidation de la paix et de résolution des conflits, au niveau local et communautaire, afin de répondre à l'évolution des menaces et des risques pour la sécurité au sein des communautés, tout en créant des plateformes et des mécanismes destinés aux leaders locaux, aux jeunes et aux femmes, afin de favoriser une plus grande collaboration menant à un dialogue constructif grâce à une meilleure compréhension de la dynamique des conflits locaux et à la prise en compte des problèmes des jeunes et des femmes.

Les produits suivants appuieront le Résultat 1 :

Produit 1.1. Les populations transfrontalières sont dotées des compétences requises pour prévenir l'extrémisme violent, en particulier via la participation des femmes et des jeunes.

- Identifier les leaders émergents parmi les jeunes et les femmes, les membres des organisations communautaires et des organisations de la société civile locales et les former à la détection des signes avant-coureurs et à la prévention de l'extrémisme violent, et inciter les habitants, en tant qu'artisans de la paix communautaires, à

¹⁹ Issa Saibou (2017), *Assessment of needs for the consolidation of peace in the Logone et Chari-Far North of Cameroon ; Évaluation des mécanismes de résolution des conflits et de prévention de l'extrémisme violent dans le Hadjer-Lamis.*

- prévenir l'extrémisme violent et les conflits.
- Organiser des échanges entre les dirigeants et les organisations communautaires partenaires, y compris les femmes et les jeunes des deux pays, sur les menaces communes qui pèsent sur la cohésion sociale et sur les meilleures pratiques pour y remédier, ainsi que pour échanger des informations avec des communautés du Tchad et du Cameroun sur les meilleures pratiques mondiales/expériences positives en matière de prévention de l'extrémisme violent et des conflits. Ces bonnes pratiques seront intégrées aux mécanismes existants de gestion des conflits.
- Effectuer une analyse des risques sexospécifiques pour ce qui concerne l'extrémisme violent et former les participants aux mécanismes de paix communautaires aux aspects sexospécifiques de l'extrémisme violent.

Produit 1.2. Les activités et le dialogue conjoints améliorent la collaboration entre la population et les acteurs de la sécurité et entre communautés

- Organiser le dialogue entre les leaders communautaires (jeunes, femmes, chefs religieux et traditionnels) et les acteurs de la sécurité pour améliorer la sécurité de la communauté, en tenant compte du rôle que jouent les femmes dans la sécurité.
- Organiser des activités conjointes, notamment ludiques, sportives, culturelles et bénévoles, réunissant les habitants des localités ciblées et les forces armées/acteurs de la sécurité, ainsi que des activités visant à prévenir le recrutement d'enfants.

Produit 1.3. Les mécanismes de paix communautaires sont mis en relation avec les mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide

- Améliorer les capacités des systèmes locaux d'alerte précoce et de réponse rapide tout en veillant à la participation des chefs traditionnels, des femmes et des jeunes grâce à une formation à l'analyse et à l'alerte.
- Concevoir des supports et des guides dans les langues locales, faciles à utiliser pour la gestion des conflits et les mécanismes d'alerte précoce et de réponse rapide, qui seront produits et mis à la disposition des chefs traditionnels locaux et des services de l'État au niveau local (Tchad).
- Tester en situation réelle le tableau de bord du PNUD pour le risque de crise grâce à une cartographie des cas d'extrémisme violent dans les communautés cibles (Cameroun).²⁰
- Soutenir la collaboration entre les établissements d'enseignement et les instituts de recherche des deux pays, afin de produire des informations et des analyses, mais aussi de faciliter l'échange de connaissances et d'améliorer la compréhension des dynamiques transfrontalières et des risques émergents d'extrémisme violent. Il s'agit de définir une réponse transfrontalière améliorée dans les deux pays par le biais d'échanges d'étudiants/d'enseignants et d'activités de recherche conjointes.
- Recenser et partager les meilleures pratiques, les réussites et les difficultés de la prévention/de l'atténuation des conflits et de la prévention de l'extrémisme violent,

²⁰ Le *Crisis Risk Dashboard* (CRD) est une plate-forme en ligne pour l'agrégation et la visualisation des données, visant à faciliter l'identification, le suivi et l'analyse des risques contextuels, y compris les actes extrémistes violents. L'intention est que le CRD permette d'analyser les données spécifiques au contexte et les risques associés, et de comparer les données aux tendances liées aux incidents.

en tenant compte du rôle actif joué par les femmes dans les localités frontalières.

Résultat 2 : Le renforcement des capacités et des opportunités pour que les catégories de populations vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, contribue à la paix et à la stabilité

Ce résultat est axé sur l'importance primordiale de la participation et de la mobilisation des jeunes à risque, qui joueront un rôle clé dans la consolidation de la paix et la prévention de l'extrémisme violent dans les zones transfrontalières.

Il mettra également l'accent sur la création et la diffusion d'un contre-discours positif et sur l'amélioration des opportunités de dialogue intergénérationnel sur des sujets sensibles liés à la paix et à la cohésion sociale dans la communauté, grâce à la participation directe et active des jeunes et des femmes.

Ce résultat place donc les jeunes et les femmes, en particulier lorsqu'ils sont vulnérables, sur le devant de la scène. Conscient qu'il existe plusieurs facteurs clés qui contribuent au recrutement ou à l'exploitation des jeunes par des groupes armés, ce résultat permettra de répondre aux besoins particuliers des jeunes et des femmes. L'un des meilleurs moyens d'y parvenir consistera à veiller à ce que les communautés comprennent mieux, grâce aux médias, les défis auxquels sont confrontés les jeunes, mais aussi à mobiliser ces derniers afin qu'ils participent à l'élaboration d'un contre-discours de sorte à favoriser des environnements propices à l'obtention de résultats positifs. Les jeunes issus des communautés du Cameroun et du Tchad disposeront de l'espace nécessaire pour exprimer leurs préoccupations, y compris pour communiquer aux décideurs l'opinion des jeunes dans les localités ciblées afin de les aider à mieux définir leur réponse et leurs décisions. Mais surtout, ce résultat portera sur le développement socio-économique des jeunes à risque, en tant que facteur clé de la consolidation de la paix et de la prévention de l'extrémisme violent dans les zones transfrontalières. Pour que les activités proposées soient pérennes, le projet soutiendra les initiatives qui permettront aux bénéficiaires de poursuivre leur processus d'autonomisation socio-économique après la courte période de mise en œuvre du projet. Il examinera les possibilités de mettre les participants en relation avec les institutions de microfinancement qui leur permettront de pérenniser les acquis tout en garantissant en premier lieu que les formations professionnelles proposées aux femmes et aux jeunes sont adaptées aux besoins des communautés, en tenant compte des changements intervenant dans les activités commerciales transfrontalières. Les activités génératrices de revenus porteront plus particulièrement sur les associations de jeunes et de femmes, comme l'Association des mères d'élèves.

Produit 2.1. Les jeunes, hommes et femmes, peuvent accéder plus facilement à d'autres opportunités socio-économiques.

- Mettre en place des activités génératrices de revenus sur la durée (agriculture, élevage, pêche) grâce à un appui sans faille à la création de capital (programmes « argent contre travail »), au recours aux établissements financiers, à la formation professionnelle et aux compétences pratiques, ainsi qu'au soutien aux petites entreprises (création/suivi).

Produit 2.2. L'élargissement des opportunités offertes aux jeunes de faire part de leurs problèmes et d'en discuter appuie les contre-discours/discours alternatifs

- Former les journalistes et autres acteurs des médias à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent.
- Organiser des émissions de radio sur la prévention des conflits et de l'extrémisme violent, ainsi que sur l'éducation à la paix, en ciblant notamment les enfants non scolarisés.
- Former les responsables de clubs d'écoute radiophonique au management et aux activités du programme.
- Organiser des représentations théâtrales interactives, au niveau local, sur la prévention de l'extrémisme violent dans les écoles, en faisant participer les associations de jeunes et de parents d'élèves.
- Aider les jeunes reporters des deux côtés de la frontière à élaborer des émissions de radio communautaires, à faciliter la diffusion de la parole des jeunes et d'un contre-discours.

Produit 2.3. Les jeunes ont les moyens de prévenir et de réagir à la violence dans leur communauté, et de devenir des artisans de la paix

- Former les membres de la communauté et les organisations de la société civile à apporter un soutien psychosocial bien structuré, à dispenser un enseignement non formel et à mener des activités de renforcement des compétences pratiques des jeunes, y compris par le sport, à des fins de consolidation de la paix.
- Organiser des compétitions intercommunautaires destinées aux jeunes afin de les rapprocher et de renforcer le dialogue transfrontalier, tout en diffusant les messages positifs du sport auprès de l'ensemble de la communauté.
- Former les jeunes et les responsables d'organisations communautaires et d'OSC à la conduite d'un dialogue intergénérationnel prônant des valeurs sociales positives, changer les normes relatives à la masculinité, et promouvoir la non-violence et l'égalité hommes-femmes auprès des jeunes et des chefs traditionnels et religieux.
- Mobiliser les chefs traditionnels en faveur d'une participation active/obligatoire des jeunes et des femmes aux processus de consolidation de la paix et de gouvernance locale.

Produit 2.4. La capacité des établissements d'enseignement formel et des écoles coraniques à repérer et aider les enfants/jeunes vulnérables est renforcée

- Former les enseignants des écoles coraniques afin qu'ils puissent repérer et aider les jeunes vulnérables, de manière à prévenir l'extrémisme violent.
- Former les enseignants des établissements d'enseignement formel au soutien psychosocial et aux méthodes de réduction des risques de conflit, de sorte à mettre en place des plans de sécurité pour les écoles et de créer un environnement d'apprentissage protecteur, et à intégrer l'éducation à la paix dans les programmes scolaires et l'enseignement.
- Organiser des débats entre écoles sur la paix et l'éducation.

Certaines activités, telles que les Produits 1.1. et 1.3, seront mises en œuvre dans les communautés transfrontalières. Le Produit 2.2 créera une interaction virtuelle entre ces communautés transfrontalières au travers d'émissions de radio locales. La mise en œuvre d'activités transfrontalières pourrait être envisagée au niveau du Produit 2.3, mais il existe des risques : limitation des déplacements du fait de la saison des pluies, obligation de posséder une carte nationale d'identité et augmentation des ponctions budgétaires en raison du faible nombre de points de passage des frontières (essentiellement par Kousséri-N'Djamena). Par conséquent, afin d'éviter ces risques, ces activités seront, autant que possible, déployées de manière transfrontalière, en prenant en compte la matrice de gestion des risques.

b) Budget

Tableau 2 : Budget des activités du projet

Numéro du résultat/produit	Nom des produits	Budget des produits par Entité bénéficiaire de l'ONU	Catégorie de dépense de l'ONU	Commentaires
Résultat 1 Le renforcement des mécanismes transfrontaliers, inter et intra-communautaires, et de la confiance entre les forces de sécurité et les populations contribue à la détection précoce et à l'atténuation pacifique des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones ciblées, avec une attention particulière portée à la participation des femmes et des jeunes				
Produit 1.1	Les populations transfrontalières sont dotées des compétences requises pour prévenir l'extrémisme violent, en particulier <i>via</i> la participation des femmes et des jeunes	98 892 (PNUD Cameroun) 150 000 (PNUD Tchad) 32 500 (UNICEF Tchad)	Transferts et subventions aux homologues ; Services contractuels ; Fournitures, produits de base et matériels ; Personnel et autres employés ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	Cartographie, Étude ; Formation ; Dialogue
Produit 1.2	Les relations entre la population et les acteurs de la sécurité sont améliorées grâce au renforcement de la confiance entre les leaders communautaires et locaux d'une part et les acteurs de la sécurité de l'autre	58 509 (PNUD Cameroun) 12 500 (UNICEF Cameroun) 50 000 (PNUD Tchad) 50 000 (UNICEF Tchad)	Services contractuels ; Fournitures, produits de base et matériels ; Personnel et autres employés ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	
Produit 1.3	Les mécanismes de paix communautaires sont mis en relation avec les mécanismes d'alerte précoce et de réaction rapide	155 888 (PNUD Cameroun) 100 000 (PNUD Tchad)	Transferts et subventions aux homologues ; Services contractuels ; Fournitures, produits de base et matériels ; Personnel et autres employés ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	
Résultat 1 Total : 708 289 dollars US				

313 289 (PNUD Cameroun) 12 500 (UNICEF Cameroun) 300 000 (PNUD Tchad) 82 500 (UNICEF Tchad)				
Résultat 2 Les jeunes et les populations vulnérables participent de plus en plus aux processus décisionnels et se lancent dans des activités rémunératrices. Les médias et les programmes scolaires diffusent des messages véhiculant un contre-discours				
Produit 2.1	Amélioration de l'accès à d'autres opportunités socio-économiques pour les jeunes, hommes et femmes	139 200 (PNUD Cameroun) 149 000 (PNUD Tchad) 110 000 (UNICEF Tchad)	Transferts et subventions aux homologues ; Services contractuels ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	Formation à la création d'emplois ; Dialogue Lieux adaptés aux enfants ; Formation, compétences courantes, soutien psychosocial. Émissions radio ; Appui aux écoles
Produit 2.2	Élargissement de l'espace de dialogue et de l'appui aux contre-discours/discours alternatifs, par exemple par le biais des radios communautaires, du théâtre, des séries télévisées	137 500 (UNICEF Cameroun) 20 000 (PNUD Tchad) 10 000 (UNICEF Tchad)	Transferts et subventions aux homologues ; Fournitures, produits de base et matériels	
Produit 2.3	Les jeunes ont les moyens de prévenir et de réagir à la violence dans leur communauté, et de devenir des artisans de la paix	31 970 (PNUD Cameroun) 195 000 (UNICEF Cameroun) 60 000 (PNUD Tchad) 68 000 (UNICEF Tchad)	Transferts et subventions aux homologues ; Services contractuels ; Fournitures, produits de base et matériels ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	
Produit 2.4	La capacité des établissements d'enseignement formel et des écoles coraniques à repérer et aider les enfants/jeunes vulnérables est renforcée	18 400 (PNUD Cameroun) 90 000 (UNICEF Cameroun) 30 000 (PNUD Tchad) 244 000	Transferts et subventions aux homologues ; Services contractuels ; Fournitures, produits de base et matériels ; Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	

	(UNICEF Tchad)		
Résultat 2 Total : 1 303 070			
189 570 (PNUD Cameroun) 422 500 (UNICEF Cameroun) 259 000 (PNUD Tchad) 432 000 (UNICEF Tchad)			
Total	2 001 359 ²¹		

Tableau 3 : Budget du projet par catégories de dépense de l'ONU

BUDGET DU PROJET DU PBF					
CATEGORIES	Montant (PNUD Cameroun)	Montant (UNICEF Cameroun)	Montant (PNUD Tchad)	Montant (UNICEF Tchad)	TOTAL
1. Personnel et autres employés	216 625	167 300	180 000	63 000	626 925
2. Fournitures, produits de base, matériels	24 100	50 000	20 000	53 500	147 600
3. Équipement, véhicules et mobilier (compte tenu de la dépréciation)	0	0	60 000	72 500	132 500
4. Services contractuels	122 500	82 500	100 000	209 000	514 000
5. Frais de déplacement	71 500	51 500	60 000	0	183 000
6. Transferts et subventions aux homologues	175 000	310 000	309 000	59 000	853 000
7. Frais généraux de fonctionnement et autres coûts directs	107 309	23 500	20 000	195 500	346 309
Sous-total	717 034	684 800	749 000	652 500	2 803 334
8. Coûts indirects*	50 192	47 936	52 430	45 675	196 233
TOTAL	767 226	732 736	801 430	698 175	2 999 567
70 %	537 058,20	512 915,20	561 001,00	488 722,50	2 099 696,90
30 %	230 167,80	219 820,80	240 429,00	209 452,50	899 870,10

* Le taux ne doit pas dépasser 7 % de total des catégories de dépense 1 à 7, tel que spécifié dans le Mémoire d'accord du Fonds et doit suivre les règles et procédures de chaque entité bénéficiaire. Il faut noter que les coûts générés par l'entité et directement liés à la mise en œuvre du projet doivent être alloués aux lignes de budget correspondantes conformément aux règles et procédures de l'entité en question.

²¹ Ce montant n'inclut ni le budget du plan de S&E ni le coût de gestion du projet.

c) Capacités des Entités de l'ONU bénéficiaires et partenaires d'exécution

PNUD Cameroun

Le PNUD Cameroun dispose de deux composantes : Développement durable, et Gouvernance et prévention des crises. Le deuxième groupe compte une équipe de projet composée de deux membres du personnel international (un gestionnaire de projet senior et un spécialiste de la mobilisation des ressources et de la communication) et six membres du personnel national (deux experts nationaux, un spécialiste en suivi/évaluation, un assistant administratif et financier et deux chauffeurs). La majorité des acteurs du projet sont basés à Maroua (la capitale de la région de l'Extrême-Nord), mais ils seront transférés à Kousséri, dans le Logone et Chari, une fois qu'un sous-bureau commun y aura ouvert. L'équipe de projet se trouvera à proximité des sites d'intervention, ce qui facilitera la mise en œuvre et la coordination des activités avec le Tchad. La Représentante résidente adjointe (qui dirige également l'unité Gouvernance et prévention des crises) veillera à l'assurance-qualité pour ce projet.

Le PNUD Cameroun travaillera avec des acteurs/partenaires expérimentés, notamment l'Université de Maroua, la plateforme Cohésion sociale²² et des ONG telles que International Emergency Development Aid (IEDA), Plan International, INTERSOS, AFAADA et Catholic Relief Services. Concernant les homologues nationaux, le PNUD entend collaborer avec le ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique (MINJEC). Cette plateforme contribuera à l'organisation et à la facilitation de formations, de réunions d'information et de dialogues. Les partenaires potentiels (Plan International Cameroun, INTERSOS et IEDA), qui ont l'habitude des programmes « argent contre travail »/HIMO, seront utiles pour mettre en place l'approche 3x6 élaborée par le PNUD en vue de promouvoir l'emploi des jeunes. Cette approche repose sur des éléments classiques de la création d'emplois et du soutien des moyens de subsistance : générer des revenus immédiats, injecter du capital dans l'économie locale et diversifier les moyens de subsistance. Le PNUD collaborera avec le MINJEC et le FNUAP pour l'accompagnement psychosocial destiné aux jeunes.

UNICEF Cameroun

L'UNICEF Cameroun a trois composantes qui contribueront à la réalisation du projet : Éducation, Protection de l'enfance et Communication aux fins du développement. Sur le terrain, l'UNICEF possède un bureau à Maroua, dans la région de l'Extrême-Nord, qui est pleinement opérationnel et dispose des capacités nécessaires pour gérer le projet dans le département du Logone et Chari. L'équipe est composée d'un responsable du bureau local, qui supervise la mise en place des programmes sur le terrain et les relations avec les pouvoirs publics, ainsi que des responsables Éducation, Protection de l'enfance et Communication aux fins du développement, notamment. Chaque membre de l'équipe passe 30 % de son temps à Kousséri à mettre en place les programmes et à assurer un suivi avec les partenaires.

²² La plateforme Cohésion sociale a été mise en place par le PNUD dans l'objectif d'appuyer ses initiatives de résolution des conflits et de cohésion sociale, ainsi que la prévention de l'extrémisme violent dans la région de l'Extrême-Nord.

Sur le plan de l'exécution, l'UNICEF peut s'appuyer sur des partenaires solides, avec lesquels elle a travaillé sur un projet similaire, tels que Plan Cameroun et d'autres ONGs. Concernant la composante radio, elle travaillera avec Equal Access, une ONG qui connaît bien les questions d'éducation civique. En travaillant avec des ONGs et des organisations communautaires, l'UNICEF s'assure que les activités des programmes bénéficient de l'adhésion et de l'appui des populations locales.

Ce projet s'appuiera sur les programmes de l'UNICEF, dont l'objectif est de renforcer les capacités des populations afin d'atténuer l'impact du conflit en cours. La composante « éducation » s'attachera à former les enseignants, en concertation avec le ministère de l'Éducation de base (MINEDUB) au soutien psychosocial, et à instaurer un environnement scolaire plus sûr. Les écoles et les populations seront ainsi préparées à la réduction du risque de conflit. La composante « communication aux fins du développement » se concentrera sur la communication interpersonnelle, ainsi que sur des activités au niveau des radios et des clubs d'auditeurs portant sur la consolidation de la paix et la lutte contre l'extrémisme violent. Elle mettra l'accent sur la participation entière et durable des populations, en particulier des enfants scolarisés, des parents, des enseignants et des associations de mères d'élèves dans les zones ciblées. Les médias traditionnels locaux, comme les théâtres ambulants, favoriseront le dialogue et renforceront la sensibilisation de la population. Les autorités administratives, politiques, religieuses et traditionnelles participeront à l'élaboration d'actions en rapport avec la consolidation de la paix et la lutte contre l'extrémisme violent, afin d'enseigner les comportements sans risques aux communautés qu'elles côtoient. Les réseaux sociaux, les structures communautaires, les mouvements associatifs, les écoles et les médias diffuseront des messages véhiculant un contre-discours. La composante « protection de l'enfance » de l'UNICEF Cameroun utilisera son nouveau programme pour cibler les adolescents et les jeunes de moins de 19 ans à risque. L'UNICEF Cameroun continuera à répondre aux besoins de soutien psychosocial des enfants vulnérables en proposant des lieux adaptés aux enfants. Enfin, avec ses partenaires locaux, l'UNICEF travaillera aussi avec les leaders communautaires locaux pour repérer les enfants susceptibles d'être exploités.

PNUD Tchad

Le PNUD Tchad a deux composantes : Gouvernance, paix et sécurité et Développement durable et capital humain. Le premier sous-groupe dispose d'une équipe de projet composée d'un conseiller principal pour les questions de transition et de deux volontaires internationaux des Nations Unies (VNU) en charge de la mise en œuvre d'un projet visant à lutter contre les menaces de radicalisation perçues au sein des populations tchadiennes. Ce projet couvre la région de N'Djamena, la région du lac (Bol), la région de Kanem (Mao) et le Logone Oriental. À ce jour, on peut noter les résultats suivants : élaboration d'un manuel de formation destiné aux instructeurs islamiques (prédicateurs, chefs religieux et marabouts) et création d'un réseau d'étudiants afin de prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent.

Le Tchad met également en œuvre un projet régional visant à renforcer la sécurité humaine et la résilience des communautés au Sahel. Ce projet s'inscrit dans l'action plus vaste

déployée par le PNUD afin de rendre opérationnelle la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel, et ce d'une manière cohérente et qui entend régler les problèmes régionaux par des interventions ciblées au niveau communautaire. Ils travaillent en étroite collaboration avec le conseiller pour les questions de paix et de développement (PDA). La Directrice pays assure le contrôle-qualité du projet.

Les partenaires d'exécution potentiels sont le Conseil des affaires islamiques du Tchad, qui dirige les efforts de sensibilisation et de mobilisation des jeunes, la plateforme des femmes, l'association des chefs traditionnels, des agriculteurs et des éleveurs, ainsi que les ministères de l'Administration territoriale, de la Gouvernance locale et de la Sécurité publique, qui sont les principaux ministères chargés de la lutte contre l'extrémisme violent.

UNICEF Tchad

L'UNICEF Tchad a trois composantes qui doivent contribuer à la réalisation du projet : l'éducation, la protection de l'enfant et la communication pour le développement.

Il n'y a qu'une heure et demie de route entre N'Djamena et Guitté. Par conséquent, à l'échelle locale, le projet sera mené depuis N'Djamena en collaboration avec des autorités décentralisées et des associations locales. S'agissant en particulier de la mise en œuvre du projet, l'UNICEF nouera un partenariat avec des associations ayant l'habitude de travailler avec les communautés locales sur des sujets liés à la consolidation de la paix et à la cohésion sociale, telles que des associations de femmes ou de jeunes comme la Cellule de liaison et d'information des associations féminines (CELLAF) ou la compagnie artistique et culturelle Hadre Dounia. L'organisation travaillera également avec des autorités traditionnelles ou administratives locales, comme elle le fait déjà dans toutes les autres zones qui nécessitent une intervention d'urgence, pour faciliter l'adhésion de la population au projet et la pérennité de celui-ci. Enfin, à l'échelle nationale, l'UNICEF entend collaborer avec des organismes de haut niveau, à l'instar du Conseil supérieur des Affaires Islamiques, et conclure un partenariat durable avec le ministère de l'Éducation, comme c'est déjà le cas avec celui de la Défense et celui de la Justice, dès lors que ses activités sont susceptibles de concerner les forces armées.

L'UNICEF dispose de dispositifs de suivi qui s'appuient sur un soutien technique solide fourni par un service de planification, de suivi et d'évaluation, ainsi que par un spécialiste de l'assurance-qualité et une unité chargée des partenariats. Pendant toute la durée du projet, le personnel technique basé à N'Djamena réalisera des visites sur le terrain à intervalles réguliers, conjointement avec les services de l'État concernés. Chaque mois, les organisations partenaires collaborant à des projets dans le cadre d'une intervention d'urgence doivent signaler les progrès à l'UNICEF, ce qui donnera lieu à une analyse des performances publiée dans un rapport de situation mensuel qui sera rendu public.

Ce projet s'appuiera sur les programmes actuels et antérieurs de l'UNICEF Tchad, et notamment sur le projet « Appui à la réinsertion des retournés de la République Centrafricaine (RCA) et soutien aux communautés hôtes du Tchad » qui a été financé par l'Union européenne et mené sous l'égide de l'UNICEF Tchad en 2015-2016 en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), le Haut Commissariat des

Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et le Programme alimentaire mondial (PAM)). En tout, 80 650 retournés (dont 60 % de jeunes et d'enfants) ont bénéficié de ce programme, ainsi que 320 000 membres de communautés hôtes dans le sud du Tchad.

S'il obtient les financements nécessaires, ce projet IRF aura également valeur de test pour l'ensemble de l'Équipe Pays des Nations Unies au Tchad et au Cameroun, car il s'agira du premier programme transfrontalier élaboré entre les deux pays face à la menace de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad.

Tableau 4 : Aperçu général du financement des entités des Nations Unies bénéficiaires

	ENTITÉ 1 : PNUD Cameroun	Principale source de financement	Budget annuel ordinaire en dollars US	Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)
Année financière précédente (2016)		Financement de base, autres ressources, gouvernement camerounais	6 960 000	0
Année financière en cours (2017)	Toutes les informations ne sont pas encore disponibles	Financement de base	1 363 000	0
	ENTITÉ 2 : UNICEF Cameroun	Principale source de financement	Budget annuel ordinaire en dollars US	Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)
Année financière précédente (2016)		ressources régulières, dons, comités nationaux	42 500 000	7 000 000
Année financière en cours (2017)		ressources régulières, dons, comités nationaux	30 000 000	7 000 000
	ENTITÉ 3 : PNUD Tchad	Principale source de financement	Budget annuel ordinaire en dollars US	Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)
Année financière précédente (2016)			51 022 322	0
Année financière en cours (2017)			24 059 632	0
	ENTITÉ 4 : UNICEF Tchad	Principale source de financement	Budget annuel ordinaire en dollars US	Fonds d'affectation spéciale d'urgence (ex : CAP)
Année financière précédente (2016)		ressources régulières de l'UNICEF, autres ressources (gouvernement, donateurs, etc.)	48 238 879	20 444 518
Année financière en cours (2017)		ressources régulières de l'UNICEF, autres ressources (gouvernement, donateurs, etc.)	29 866 536	19 737 980

III. Gestion et coordination

a) Gestion du projet

Les mécanismes de coordination ci-dessous serviront également pour la gestion du projet

Un comité de pilotage transfrontalier composé de représentants des ministères, des agences des Nations Unies, des donateurs et d'organisations de la société civile sera constitué afin de superviser le projet et d'orienter la réalisation des objectifs fixés dans le descriptif du projet. On prévoit que ce comité soit présidé par les ministères en charge de la Planification et les Coordonnateurs résidents des deux pays. Des représentants du PBSO et des conseillers pour les questions de paix et de développement (PDA) y participeront également de manière virtuelle. En outre, d'autres partenaires essentiels de la prévention de l'extrémisme violent dans la région (l'UE, l'USAID, l'Allemagne et l'UA) pourront ponctuellement être invités à participer aux réunions du comité de pilotage.

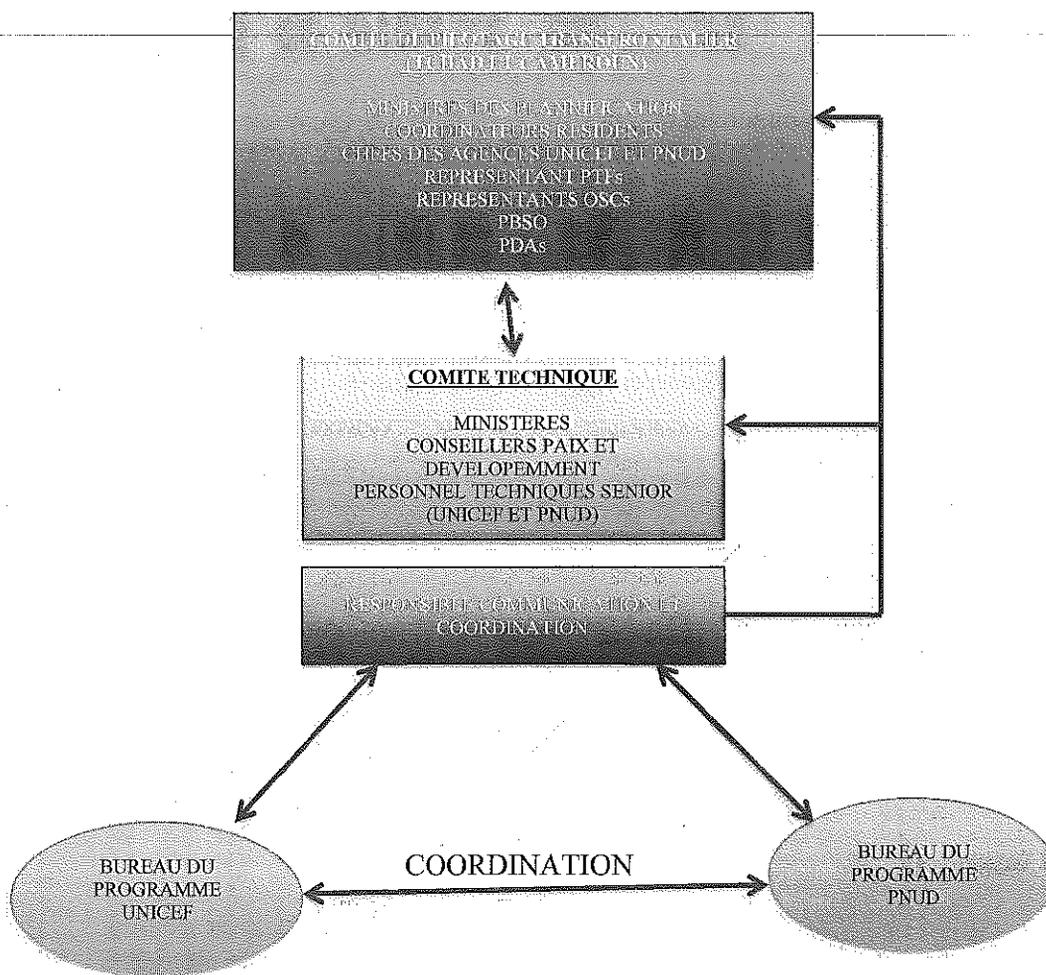
Ce comité aura pour fonction de prendre des décisions stratégiques en matière de politiques et de management à chaque fois que cela s'avérera nécessaire, par exemple pour approuver le plan de travail annuel et les rapports trimestriels. Il pourra autoriser toute modification substantielle des plans trimestriels adoptés et atténuer les problèmes qui pourraient survenir entre les organisations d'exécution du projet et les organisations extérieures. Le comité fixe une orientation en vue d'améliorer les performances du projet et joue un rôle essentiel dans l'évaluation finale en validant le processus d'évaluation et le rapport y afférent. Il se réunira lors du lancement du projet, à mi-parcours et à la fin du projet. Des réunions supplémentaires peuvent être organisées si nécessaire. Ce comité jouera également un rôle crucial en proposant une sensibilisation de haut niveau aux enseignements à tirer du projet.

Un comité technique, composé du personnel technique senior des ministères concernés, du PNUD et de l'UNICEF, et présidé par les conseillers pour les questions de paix et de développement, apportera un soutien technique et définira une orientation pour garantir la bonne mise en œuvre du projet. Il se réunira une fois par mois dans chaque pays et une fois par trimestre dans l'un des pays. Ce projet sera déployé par les Équipes de projet existantes de l'UNICEF et du PNUD, qui auront été renforcées. Les PDA au Tchad et au Cameroun se chargeront de la supervision et de la coordination du projet, en étroite coopération avec la direction des deux entités des Nations Unies bénéficiaires. Ces dernières et les équipes seront épaulées par un responsable de la coordination et de la communication chargé d'effectuer un suivi des dépenses pour l'ensemble du projet, de communiquer en temps utiles sur la base de rapports publiés par les entités bénéficiaires et de fournir un appui administratif au comité de pilotage. Les responsabilités ainsi que le mode de collaboration des deux comités seront précisés dans les termes de référence.

Le responsable de la coordination et de la communication (RCC) sera recruté, basé à N'Djamena et placé sous l'autorité directe des Coordonnateurs résidents dans les deux pays. Afin de garantir la réalisation de toutes les activités du projet, les spécialistes du suivi et de l'évaluation, ainsi que des questions financières au sein des entités des Nations Unies bénéficiaires appuieront le responsable de la coordination et de la communication à recueillir les données et à élaborer les rapports financiers. Il/elle fera office de secrétariat

pour toutes les réunions de gestion de projet. Le coût de ces réunions est inclus dans le budget de chaque entité bénéficiaire.

ORGANISATION ET STRUCTURATION



b) Gestion des risques

Le projet est fortement tributaire de la capacité de son personnel à accéder directement aux zones ciblées et à pouvoir y circuler librement. Cependant, on part également de l'hypothèse selon laquelle, pour les deux pays, la situation en matière de sécurité à la frontière et, en particulier, dans les zones adjacentes au Cameroun, restera fragile, ce qui peut avoir des conséquences importantes sur les produits ou interrompre les activités du projet. Ce risque est jugé important et sera suivi avec l'aide du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS). On pourrait atténuer le risque en ajustant les activités du projet, par exemple en les étendant dans les communautés ciblées par le programme qui sont plus faciles d'accès.

Tableau 5 – Modèle de gestion du risque

Risques pour les résultats du PBF	Probabilité d'occurrence	Gravité de l'impact sur le projet	Stratégie d'atténuation (et personne/unité responsable)
Une dégradation de la sécurité ou une situation d'instabilité. Par exemple, un accès restreint aux zones du projet	Élevée	Élevée	En collaboration étroite avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) et les autorités locales, la situation sera examinée à intervalles réguliers pour anticiper les menaces sérieuses pour la sécurité. Les ajustements nécessaires seront décidés en fonction de cette évaluation. (CR et PDAs)
Difficulté à trouver les partenaires appropriés	Moyenne	Élevée	L'équipe du projet choisira en priorité les partenaires actifs sur le terrain
Les événements météorologiques, en particulier les pluies abondantes et les inondations, susceptibles de toucher les zones concernées	Faible	Élevée	Des sites de remplacement seront définis et/ou les activités transfrontalières auront lieu durant la saison sèche

par le projet et de retarder les activités			(Comité de pilotage)
Les tensions politiques et sociales qui font obstacle à la mise en œuvre du projet	Moyenne	Élevée	Le RCC collaborera étroitement avec les chefs traditionnels et religieux, ainsi qu'avec leurs homologues nationaux entre les parties prenantes, afin d'atténuer les tensions
En cas de dégradation des relations entre le Cameroun et le Tchad et/ou de fermeture de la frontière entre Kousséri et N'Djamena, il sera difficile pour l'équipe du projet de se rendre à Kousséri afin d'y réaliser les activités transfrontalières prévues	Faible	Élevée	Suivi à intervalles réguliers des relations entre le Tchad et le Cameroun et de la situation à la frontière, encouragement à renouer les relations entre les deux pays et à rouvrir la frontière (RCC et comité de pilotage)
Manque de coordination entre les différents acteurs des Nations Unies chargés de la mise en œuvre du projet	Moyenne	Faible	Réunions de coordination mensuelles à l'échelon national ; réunions trimestrielles transfrontières du comité technique ; réunions du comité de pilotage et réunions supplémentaires si nécessaire ; RCC partagera son temps entre le Tchad et le Cameroun (RCC)

c) Suivi et évaluation

Les PDA et les directeurs de programme des entités des Nations Unies bénéficiaires sont chargés d'effectuer, en continu, un suivi fondé sur la mise en œuvre, y compris l'élaboration de données de référence pour le projet, en veillant en particulier à : (i) la gestion efficace des ressources, (ii) la qualité des résultats annuels et finaux, (iii) un examen périodique et des missions conjointes sur le terrain, l'élaboration d'un recueil des bonnes pratiques et sa diffusion, les synergies entre les différentes composantes du projet, avec d'autres projets du PBF et avec des projets de consolidation de la paix financés par d'autres partenaires.

Le responsable de la coordination et de la communication veillera à ce que l'équipe du projet produise un rapport semestriel d'ici au 15 juillet et un rapport annuel d'ici au 15 novembre, que devra approuver le comité de pilotage du projet transfrontalier et qui sera transmis au PBSO et au Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires (MPTF-O). Les entités chargées de la mise en œuvre dans les deux pays, épaulées par leurs responsables du suivi et de l'évaluation, doivent présenter des rapports succincts, avec des données ventilées par sexe, au responsable de la coordination et de la communication à des fins de consolidation et de contrôle de la qualité.

Pendant la phase finale du projet, un consultant international sera chargé de conduire une évaluation externe afin de mesurer les produits ainsi que les résultats globaux du projet au regard des objectifs spécifiés dans la proposition de projet initiale ou révisée. Les entités des Nations Unies bénéficiaires ont budgété le coût de cette évaluation et coordonneront le processus. Le PBSO devrait être consulté pendant la phase de rédaction des termes de référence. Le rapport d'évaluation sera présenté au comité de pilotage pour validation finale et envoyé au PBSO, qui le publiera sur son site Web.

d) Dispositions administratives (cette partie utilise des formulations types, merci de la laisser telle quelle)

Le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri-partenaires (MPTF) des NU fait office d'Agent administratif (AA) du Fonds pour la consolidation de la paix (PBF), et est chargé, à ce titre, de recevoir les contributions des donateurs, d'assurer les transferts de fonds des entités des Nations Unies bénéficiaires, ainsi que la consolidation des rapports narratifs et financiers et la présentation de l'ensemble aux donateurs liés au PBSO et au PBF. En tant qu'Agent administratif, le MPTF transfère les fonds aux entités des Nations Unies bénéficiaires sur la base du Mémoire d'accord signé par chaque entité et par le MPTF.

Fonctions de l'Agent administratif

Au nom des organisations participantes, et conformément au « Protocol on the Administrative Agent for Multi Donor Trust Funds and Joint Programmes, and One UN funds » (2008)³ (Protocole relatif à l'Agent administratif des Fonds d'affectation spéciale pluri donateurs et des Programmes conjoints, et du Fonds du programme des Nations Unies « Unis dans l'action ») – protocole approuvé par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) – le Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluri partenaires doit, en tant qu'Agent administratif du PBF :

- Débourser des fonds à l'intention de chaque entité des Nations Unies bénéficiaire, conformément aux instructions du PBSO. En principe, l'Agent administratif procède à

chaque versement dans un délai de 3 à 5 jours ouvrables après avoir reçu les instructions du PBSO, ainsi que le Formulaire de demande pertinent et le Descriptif de projet signé par tous les participants concernés ;

- Consolider les rapports narratifs et les états financiers (annuels et finals), sur la base des demandes soumises à l'Agent administratif par les entités des Nations Unies bénéficiaires, et fournir aux donateurs et au PBSO les rapports d'activité consolidés ;
- Procéder, dans le cadre du système du MPTF, à la clôture opérationnelle et financière du projet, une fois celui-ci déclaré officiellement achevé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire concernée (en joignant également le rapport narratif final, l'état financier final certifié et le document spécifiant le remboursement du solde) ;
- Déboursier des fonds à l'intention de toute entité des Nations Unies bénéficiaire, afin de couvrir tout coût supplémentaire décidé par le PBSO, conformément au statut et aux règles du PBF.

Responsabilité, transparence et rapports des entités des Nations Unies bénéficiaires

Les entités des Nations Unies bénéficiaires doivent assumer intégralement la responsabilité programmatique et financière des fonds qui leur sont versés par l'Agent administratif. Ces fonds seront gérés par chaque entité conformément à son propre statut, ses propres règles, directives et procédures.

Chacune de ces entités tiendra un « grand livre » faisant état de la réception et de la gestion des fonds qui lui auront été versés par l'Agent administratif sur le budget du PBF. Ce grand livre, autonome pour chaque entité, sera géré par l'entité en question conformément à ses règles, directives et procédures (y compris les règles régissant les intérêts). Chaque « grand livre » autonome sera soumis exclusivement aux procédures d'audit internes et externes établies dans le cadre du statut, des règles, des directives et procédures applicables à l'entité des Nations Unies concernée.

Chaque entité des Nations Unies bénéficiaire fournira à l'Agent administratif et au PBSO (uniquement en ce qui concerne les rapports narratifs, dans ce dernier cas) les éléments suivants :

- Des rapports d'activité semestriels, à soumettre au plus tard le 15 juin ;
- Des rapports d'avancées annuels, à soumettre au plus tard le 15 novembre ;
- Des rapports narratifs finaux, à soumettre au plus tard 3 mois après l'achèvement des activités en question ;
- Des états financiers annuels en date du 31 décembre et concernant les fonds versés à l'entité en question par le PBF, à soumettre dans un délai de 4 mois après la fin de l'année civile (30 avril) ;
- Des états financiers finaux et certifiés, après achèvement des activités prévues dans le document programmatique approuvé, et à soumettre dans un délai de 6 mois (30 juin), au cours de l'année suivant l'achèvement des activités en question ;
- Le solde non utilisé à la clôture du projet devra être reversé, et une notification sera

envoyée à ce sujet au Bureau du MPTF, dans un délai de 6 mois (30 juin) au cours de l'année suivant l'achèvement des activités.

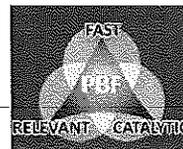
Propriété du matériel, des fournitures et autres biens

La propriété du matériel, des fournitures et autres biens financés sur le budget du PBF sera assumée par l'entité des Nations Unies bénéficiaire et responsable des activités. Les questions de transfert de propriété demandé par l'entité des Nations Unies bénéficiaire seront déterminées conformément aux politiques et procédures de l'entité en question.

Information du public

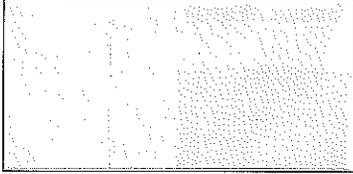
Le PBSO et l'Agent administratif veilleront à la publication des opérations du PBF sur le site Internet de ce dernier (<http://unpbf.org>) et sur le site de l'Agent administratif (<http://mptf.undp.org>).

Annexe A : Résumé de projet (à adresser au bureau du MPTF au format Word)



**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX
RÉSUMÉ DE PROJET**

Numéro et intitulé du projet :	PBF/ Soutenir les mécanismes de consolidation de la paix au niveau communautaire et l'inclusion des jeunes dans les zones situées à la frontière entre le Tchad et le Cameroun	
Entité(s) de l'ONU bénéficiaire(s) :	PNUD Cameroun, UNICEF Cameroun, PNUD Tchad et UNICEF Tchad	
Partenaire(s) d'exécution :	Ministères : Économie et Développement territorial/Jeunesse/Éducation/Administration territoriale et gouvernance locale/Sécurité publique Plateforme Cohésion sociale Université de Maroua ONGs et OSCs internationales et nationales Organisations communautaires	
Site :	Extrême-Nord du Cameroun et région du Hadjer-Lamis au Tchad	
Budget approuvé du projet :	2 999 567 dollars US	
Durée du projet :	Date de démarrage proposée : 01/12/ 2017	Date d'achèvement proposée : 30/05/2019
Descriptif du projet :	Le projet améliorera la paix et la stabilité dans les zones frontalières ciblées, en luttant contre les facteurs qui favorisent les conflits et l'extrémisme violent.	
Domaine de priorité du Fonds :	Priorité 2 : Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (2.3 Prévention/gestion des conflits)	
Résultats du projet :	1. Le renforcement des mécanismes frontaliers, inter et intracommunautaires et l'amélioration de la confiance entre les forces de sécurité et les populations contribuent à une détection précoce et à l'atténuation pacifique des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones ciblées, avec une attention particulière portée à la participation des femmes et des jeunes. 2. Les jeunes et les populations vulnérables participent de plus en plus aux processus décisionnels et se lancent dans des activités rémunératrices. Les médias et les programmes scolaires diffusent des messages véhiculant un contre-discours.	
Activités principales du projet :	<ul style="list-style-type: none"> - Les populations transfrontalières sont dotées des compétences requises pour prévenir l'extrémisme violent, en particulier <i>via</i> la participation des femmes et des jeunes - Dialogue conjoint et activités communautaires destinés à améliorer les relations avec les acteurs de la sécurité civile - Les mécanismes de paix communautaire sont mis en relation avec les mécanismes d'alerte précoce et de réaction rapide - Amélioration de l'accès à d'autres opportunités socio-économiques pour les jeunes, hommes et femmes - Élargissement de l'espace de dialogue et de l'appui aux contre-discours/discours alternatifs 	



- Les jeunes ont les moyens de prévenir et de réagir à la violence dans leur communauté, et de devenir des artisans de la paix par leur participation aux processus de gouvernance locale et de consolidation de la paix
- La capacité des établissements d'enseignement formel et des écoles coraniques à repérer et aider les enfants/jeunes vulnérables est renforcée

Nom du pays : Cameroun / Tchad						
Dates du projet : 01 décembre 2017 – 30 mai 2019						
Domaine de priorité du Fonds : Priorité 2 : Promouvoir la coexistence et la résolution pacifique des différends (2.3 Prévention/gestion des conflits)						
Théorie du changement pour l'IRF : La théorie du changement qui préside à ce projet repose sur plusieurs hypothèses : en renforçant le dialogue, les mécanismes de prévention et d'atténuation des conflits dans la région transfrontalière du Cameroun et du Tchad, en faisant davantage participer les femmes et les jeunes dans les mécanismes locaux de gouvernance et de consolidation de la paix et en améliorant la confiance entre les populations locales et les forces armées/de sécurité, alors on peut réduire le potentiel de violence et, partant, accroître la paix et la stabilité dans ces zones. Par ailleurs, si, d'une part, les populations vulnérables et les jeunes qui habitent dans les zones ciblées ont accès à des moyens de subsistance alternatifs et à des opportunités économiques pour augmenter leurs revenus et si, d'autre part, le système éducatif formel et informel est mieux équipé et préparé à répondre aux problèmes liés à l'extrémisme violent, et peut donner aux jeunes des compétences qui contribuent à leur employabilité, alors ces derniers seront plus résilients et moins susceptibles d'être recrutés par Boko Haram ou d'autres groupes armés, et plus susceptibles de contribuer à la paix et à la stabilité.						
Résultats	Produits	Indicateurs	Mode de vérification	Année 1	Année 2	Étapes
Résultat 1: Le renforcement des mécanismes frontaliers, inter et intracommunautaires et l'amélioration de la confiance entre les forces de sécurité et les populations contribuent à une détection précoce et à l'atténuation pacifique des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones ciblées, avec une attention particulière portée à la participation des femmes et des jeunes.		Indicateur de résultat 1 a Nombre de conflits inter et intracommunautaires résolus pacifiquement grâce à des mécanismes de résolution des conflits Niveau de référence : 200 Cible : 310	Couverture médiatique et rapports de projets, informations fournies par les leaders communautaires, réalisation d'une étude indépendante au terme du projet			
		Indicateur de résultat 1 b Pourcentage de membres d'une communauté satisfaits des mécanismes locaux de prévention et d'atténuation des conflits Niveau de référence : 0 Cible : 50 %	Couverture médiatique et rapports de projets, informations fournies par les leaders communautaires, réalisation d'une étude indépendante au terme du projet			
	Produit 1.1 Les populations transfrontalières sont dotées des		Indicateur de résultat 1.1.1 Nombre de jeunes et de femmes participant aux	Informations fournies par les		

	compétences requises pour prévenir l'extrémisme violent, en particulier <i>via</i> la participation des femmes et des jeunes	mécanismes locaux/communautaires de prévention de l'extrémisme violent/d'atténuation et de prévention des conflits Niveau de référence : 0 Cible : 240 (dont 30 % de femmes)	rapports établis dans le cadre des mécanismes de suivi et d'évaluation																		
		Indicateur de résultat 1.1.2 Nombre de dialogues transfrontaliers menés entre les communautés sur des questions liées aux conflits locaux, comme les problèmes communs et les meilleures pratiques Niveau de référence : 0 Cible : 3	Rapports d'activités																		
	Produit 1.2 Renforcer la confiance entre les chefs traditionnels et locaux et les acteurs de la sécurité pour améliorer les relations entre la population et les forces de sécurité	Indicateur de résultat 1.2.1 Augmentation en pourcentage de personnes qui font confiance aux forces armées et de sécurité à l'échelle locale Niveau de référence : à déterminer Cible : + 20 %	Enquête de perception																		
		Indicateur de résultat 1.2.2 Nombre d'acteurs formés dans le domaine de la sécurité qui montrent qu'ils ont conscience des enjeux locaux (droits de l'homme, égalité homme/femme, protection de l'enfant) Niveau de référence : à déterminer Cible : 70 %	Évaluation après formation																		
	Produit 1.3 Les populations transfrontalières sont dotées des compétences requises pour prévenir l'extrémisme violent, en particulier <i>via</i> la participation des femmes et des jeunes	Indicateur de résultat 1.3.1 Nombre de systèmes d'alerte précoce opérationnels Niveau de référence : 1 Cible : 8	Rapports de suivi et d'évaluation																		
		Indicateur de résultat 1.3.2 Nombre de travaux de recherche réalisés conjointement par des instituts de recherche au Cameroun et au Tchad sur les dynamiques de conflit locales et sur les moteurs de l'extrémisme violent Niveau de référence : 0	Travaux/documents de recherche																		

	<p>Cible : 2</p> <p>Indicateur de résultat 2 a Nombre de jeunes (de 35 ans ou moins) qui ont recouru à un dispositif pacifique pour résoudre un différend, ventilé par sexe</p> <p>Niveau de référence : à déterminer Cible : 80</p> <p>Indicateur de résultat 2 b Nombre de jeunes (de 35 ans ou moins) intégrés dans le tissu économique local, ventilé par sexe</p> <p>Niveau de référence : à déterminer Cible : 200 (au moins 20 % de jeunes femmes)</p>	<p>Rapports des dispositifs</p>			
	<p>Indicateur de résultat 2.1.1 Nombre de jeunes vulnérables touchant des revenus grâce à leurs activités, ventilé par sexe</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 150 (20 % de jeunes femmes, 80 % de jeunes hommes)</p> <p>Indicateur de résultat 2.1.2. Nombre de jeunes ayant validé une formation professionnelle</p> <p>Niveau de référence : 0 Cible : 300</p>	<p>Rapports d'activité, rapports de suivi et d'évaluation</p>			
	<p>Produit 2.1 Amélioration de l'accès à d'autres opportunités socio-économiques pour les jeunes, hommes et femmes</p>	<p>Rapports de formation</p>			
	<p>Produit 2.2 Élargissement de l'espace de dialogue et de l'appui aux contre-discours/discours alternatifs, par exemple par le biais des radios communautaires, du théâtre, des séries télévisées</p>	<p>Médias (émissions, journaux)</p>			
	<p>Produit 2.3 Les jeunes ont les moyens de prévenir et de réagir à la violence dans leur communauté, et de devenir des artisans de la paix</p>	<p>Émission de radio, reportages</p>			

		contre l'extrémisme violent																		
		Niveau de référence : 0 Cible : 20																		
		Indicateur de résultat 2.3.2 Nombre de dispositifs communautaires de soutien psychosocial	Protocoles d'association disponibles au premier semestre, disponibilité des plans d'action au deuxième semestre, liste de présence aux réunions mensuelles																	
		Niveau de référence : 0 Cible : 10																		
		Indicateur de résultat 2.3.3 Nombre de dialogues intergénérationnels prônant des valeurs sociales positives, et destinés à changer les normes relatives à la masculinité, et à promouvoir la non-violence et l'égalité hommes-femmes auprès des jeunes et des chefs traditionnels et religieux	Liste de présence/inscription des personnes concernées, rapports d'activité																	
		Niveau de référence : 0 Cible : 15																		
		Indicateur de résultat 2.3.4 Nombre de filles et de garçons (de 10 à 19 ans) ayant bénéficié d'un soutien psychosocial et d'un programme pour l'acquisition de compétences pratiques	Liste de présence/inscription des personnes concernées disponibles à la fin de la semaine																	
		Niveau de référence : 0 Cible : 2 500																		
		Indicateur de résultat 2.3.5 Nombre de forums rassemblant des responsables, des femmes et des jeunes	Rapports d'activité, rapports de suivi et d'évaluation																	
		Niveau de référence : 0 Cible : 20																		
	Produit 2.4 La capacité des établissements d'enseignement formel et des écoles coraniques à repérer et aider les enfants/jeunes vulnérables est renforcée	Indicateur de résultat 2.4.1 Nombre d'écoles intégrant un module d'éducation pour la paix dans le programme scolaire	Documents du système d'éducation, observations																	

		Niveau de référence : 0 Cible : 16																		
		Indicateur de résultat 2.4.2 Nombre d'enfants vulnérables supervisés par des enseignants formés, dans les établissements d'enseignement formel et les écoles coraniques	Informations fournies par les enseignements et listes de présence																	
		Niveau de référence : 0 Cible : 500																		

Liens avec les objectifs de développement durable (ODD) :

ODD 16 : Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

16.1 Réduire nettement, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés

16.7 Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions

ODD 8 : Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

8.6 D'ici à 2020, réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation

Liens avec le Plan cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement (UNDAF) du Cameroun (2013-2017/2018-2020) et du Tchad (2017-2021)

Pilier 1 : Développement des opportunités d'emplois décents et de l'inclusion sociale

Effet 1.1. : D'ici à 2020, les femmes et les jeunes ont un accès accru et équitable aux opportunités d'emplois décents et sont économiquement plus autonomes.

Pilier 4 : Résilience, relèvement précoce et sécurité alimentaire

Effet 4.1. : D'ici à 2020, les populations (en particulier les groupes vulnérables) des zones cibles sont plus résilientes aux chocs environnementaux, sociaux et économiques.

Résultat stratégique 3 : Gouvernance, paix et sécurité

Effet 6. D'ici à fin 2021, les institutions nationales et locales appliquent davantage les bonnes pratiques de gouvernance inclusive, promouvant la démocratie, l'État de droit, la cohésion sociale et l'utilisation équitable des services publics de qualité, y compris pour les réfugiés.

Effet 7. D'ici à fin 2021, l'État met en œuvre une politique nationale de développement impulsant une croissance inclusive engendrant la création d'emplois et d'opportunités notamment en faveur des jeunes et des femmes y compris les réfugiés.

